

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# ***Bulletin officiel***

***Août 2009***

Directrice de la publication : Catherine Ruggeri  
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie  
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative  
Mission de la coordination documentaire  
Contact : Véronique Van Temsche  
Contact abonnement : Claude Gardeur

Imprimerie du ministère de la Culture  
et de la Communication

Ministère de la Culture et de la Communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires financières et générales  
Centre de documentation juridique et administrative  
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### Administration générale

- Page 7 Circulaire n° 2009/012 du 23 juin 2009 relative à la gestion et la rémunération des agents non titulaires du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 13 Arrêté du 23 juillet 2009 modifiant l'arrêté du 18 mars 2009 portant nomination (régisseur de recettes et d'avances).
- Page 13 Arrêté du 3 août 2009 autorisant l'ouverture, au titre de l'année 2009, d'un examen professionnel pour l'accès au corps des attachés d'administration du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 14 Arrêté du 3 août 2009 autorisant l'ouverture, au titre de l'année 2009, d'un examen professionnel pour l'accès au corps des secrétaires administratifs du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 14 Arrêté du 31 août 2009 modifiant l'arrêté du 23 juillet 2009 modifiant l'arrêté du 18 mars 2009 portant nomination (régisseur de recettes et d'avances).

### Archéologie

- Page 15 Décision n° 2009-DG/09/054 du 17 août 2009 portant délégation de signature au directeur de l'interrégion Centre - Île-de-France de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses adjoints.
- Page 16 Décision n° 2009-DG/09/059 du 20 août 2009 portant délégation de signature au directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses principaux collaborateurs.

### Architecture

- Page 18 Décision du 5 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Charles Ouedraogo).
- Page 18 Décision du 5 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ahmed Souguir).
- Page 18 Décision du 5 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Rachida Mansouri Nebia).
- Page 19 Décision du 6 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Raymond Loïc Chan).
- Page 19 Décision du 6 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Khadija Djellouli).
- Page 19 Décision du 6 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Chacha Atallah).
- Page 19 Décision du 6 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Kyong-Nam Cho).

## **Archives**

- Page 20 Circulaire n° 2009/011 du 7 mai 2009 relative aux modalités des procédures de dérogation relatives à la communication de documents d'origine statistique comportant des données d'ordre privé.
- Page 21 Circulaire n° 2009/013 du 10 août 2009 relative au traitement des archives produites et reçues par les juridictions administratives de droit commun : modification de la circulaire AD 98-7 du 3 juillet 1998 relative aux archives des juridictions administratives.

## **Centre des monuments nationaux**

- Page 30 Décision n° DS IL Adm-8-2009-MND du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 31 Décision n° DS IL Adm -9-2009-FXVe du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 31 Décision n° DS IL Adm-10-2009-Gci du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 32 Décision n° DS IL Adm-11-2009-Ala du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 33 Décision n° DS IL Adm-12-2009-Vle du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 34 Décision n° DS IL Adm-13-2009-Jba du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 34 Décision n° IL/DAJF-3-2009 du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 36 Décision n° IL/DDE-3-2009 du 26 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 37 Décision n° IL/DMO-3-2009 du 26 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

## **Cinématographie**

- Page 37 Décision du 16 juillet 2009 portant nomination au comité d'experts prévu à l'article 7 du décret n° 2006-324 du 20 mars 2006 relatif au soutien financier aux industries techniques de la cinématographie et de l'audiovisuel.
- Page 38 Décision du 21 juillet 2009 portant nomination à la commission prévue à l'article 26 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.
- Page 39 Décision du 12 août 2009 portant nomination du président à la commission prévue à l'article 57 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

## **Grand Palais des Champs-Élysées**

- Page 39 Délibération n° 2007/6 du 27 juin 2007 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.
- Page 39 Décision n° 2007-02 du 1<sup>er</sup> juillet 2007 portant délégation de signature à l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.

- Page 40 Délibération n° 2008/14 du 24 septembre 2008 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.
- Page 40 Délibération n° 2008/18 du 10 décembre 2008 portant modification du cahier des procédures d'achat de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.
- Page 45 Décision n° 2009-8 du 28 mai 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.

#### **Livre et lecture**

- Page 46 Décision du 31 août 2009 portant attribution du label de librairie indépendante de référence.

#### **Musées**

- Page 55 Arrêté du 13 juillet 2009 portant reconnaissance de qualifications (M<sup>me</sup> Bénédicte Garnier).
- Page 55 Arrêté du 13 juillet 2009 portant reconnaissance de qualifications (M. Paul-Bernard Munch).
- Page 55 Arrêté du 23 juillet 2009 portant nomination de membres de la Commission scientifique nationale des collections des musées de France.
- Page 55 Arrêté du 30 juillet 2009 portant habilitation à procéder à la restauration de biens faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13, 3° du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002.
- Page 56 Arrêté du 12 août 2009 portant reconnaissance de qualifications (M. Pascal Rabier).
- Page 56 Décision n° 2009-4 du 20 août 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

#### **Mesures d'information**

- Page 57 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***
- Page 63 **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)
- Page 65 Bulletin d'abonnement.



# Mesures de publication et de signalisation

## ADMINISTRATION GÉNÉRALE

### **Circulaire n° 2009/012 du 23 juin 2009 relative à la gestion et la rémunération des agents non titulaires du ministère de la Culture et de la Communication.**

La ministre de la Culture et de la Communication  
à

Mesdames et messieurs les directeurs et délégués  
d'administration centrale,

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des  
affaires culturelles,

Mesdames et messieurs les présidents et directeurs  
des établissements publics (pour information).

#### **Références :**

1/ Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

2/ Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État,

3/ Loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique,

4/ Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984,

5/ Circulaire DGAFP n° 1262 du 26 novembre 2007 portant dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État. Modification du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986,

6/ Circulaire du 15 octobre 1999 relative aux conditions de recours à des agents non titulaires rémunérés sur crédits.

#### **Annexes : 2**

En application de l'article 3 du titre 1<sup>er</sup> du statut général de la fonction publique de l'État, les emplois permanents sont occupés par des fonctionnaires.

Par dérogation au principe énoncé ci-dessus, des agents contractuels peuvent être recrutés dans les cas suivants :

1/ En application de l'article 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État :

- lorsqu'il n'existe pas de corps de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes (article 4 - alinéa 1) ;

- pour les emplois du niveau de la catégorie A et, dans les représentations de l'État à l'étranger, des autres catégories, lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient (article 4 - alinéa 2) ;

2/ En application de l'article 6-1 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 susmentionnée :

- pour les emplois qui, correspondant à un besoin permanent, impliquent un service à temps incomplet sont assurées par des agents contractuels.

Aucun recrutement d'agent contractuel ne peut intervenir si le poste n'a pas préalablement été proposé à la vacance aux agents titulaires du ministère dans le cadre des procédures internes de mouvement, puis aux agents titulaires des autres administrations par parution de la fiche de poste sur le site de la fonction publique.

La loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005, en modifiant la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 susmentionnée, conduit à la création de contrat à durée indéterminée dont les conditions de gestion dans le temps ne sont pas encadrées par des dispositions interministérielles. Le ministère de la Fonction publique a clairement indiqué qu'il n'entend pas, à cette occasion, modifier l'économie générale du recours aux agents non titulaires qui reste dérogatoire par rapport aux principes de la fonction publique de carrière.

Compte tenu de ces éléments, le ministère de la Culture et de la Communication a souhaité mettre en œuvre un dispositif de gestion des agents non titulaires afin de prendre en compte les nouvelles conditions d'emploi de ces agents.

Le principe de cadrage élaboré tient compte des directives de la DGAFP rappelée dans la circulaire du 26 novembre 2007 et doit permettre à l'administration d'atteindre les objectifs suivants :

- élaborer, dans un souci de préservation de l'équilibre général des rémunérations du ministère, un cadre de gestion en cohérence avec la situation des agents titulaires exerçant le même niveau de responsabilités,

- homogénéiser le positionnement des agents non titulaires dans un groupe de rémunération au regard des fonctions exercées,

- mettre en place une gestion des compétences et des carrières,
- reconnaître, par l'introduction d'une part variable, la manière de servir dans l'atteinte des objectifs assignés dans le cadre de l'évaluation.

La présente circulaire a pour objet de fixer les modalités de gestion des agents non titulaires rémunérés sur le budget de l'Etat. Elle a vocation à servir de cadre de référence pour la gestion et la rémunération des agents non titulaires des établissements publics administratifs.

### **1/ Champ d'application**

Les présentes dispositions s'appliquent à l'ensemble des personnels contractuels recrutés au titre des articles 4 et 6-1<sup>er</sup> alinéa de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984.

Elles ne s'appliquent pas :

- aux agents titulaires détachés sur contrat,
- aux agents recrutés dans le cadre de l'article 34 de la loi du 12 avril 2000 dite « Berkani »,
- aux personnels enseignants.

### **2/ Classification des emplois**

Le nouveau cadre de gestion comporte la constitution de cinq groupes d'emplois auxquels sont rattachés des bornes indiciaires liés notamment à la typologie des missions découlant du niveau de diplôme ou de l'expérience professionnelle équivalente et du niveau de responsabilité.

Un sixième groupe d'emplois non indicé est spécifique aux emplois de direction du ministère.

Les fonctions de chaque agent conduisent à déterminer le groupe d'emploi applicable à sa gestion indiciaire.

Niveau de fonctions	Catég. FP équivalente	Groupe	IM plancher	IM plafond
Exécution	C	1	350	570
Intermédiaire	B	2	400	750
Encadrement conception	A	3	540	870
		4	620	1100
		5	820	1400
		Hors groupe	Emplois dirigeants - rémunérations personnalisées	

Une typologie des principales fonctions attachées à chaque groupe d'emploi (cf. annexe 1) est constituée pour l'ensemble des agents non titulaires par niveau de fonctions et de qualifications. La typologie des fonctions est établie à partir des profils de poste et du référentiel des métiers.

### **3/ Rythme et montant de l'avancement**

Une évolution indiciaire, liée à l'ancienneté, est fixée à intervalles prédéterminés par référence au dernier changement d'indice pour les groupes 1 à 4. Pour le groupe 5, il n'est pas prévu d'avancement à intervalles prédéterminés. Pour le « hors-groupe », qui concerne les dirigeants, la rémunération est personnalisée.

Les rémunérations sont exprimées en points d'indice de la fonction publique et sont actualisées en fonction de l'indexation de la valeur du point.

L'avancement à intervalles prédéterminés est automatique, sauf avis contraire motivé du supérieur hiérarchique.

Le supérieur hiérarchique doit faire connaître par écrit à l'agent les motifs pour lesquels il refuse cet

avancement. L'agent peut, après réception de cet avis, déposer un recours auprès du président de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires.

Un tableau représentant le rythme d'avancement par groupe est joint en annexe 2.

### **4/ Part variable**

Une part variable peut être attribuée aux agents non titulaires. Son montant maximum est fixé en pourcentage de la rémunération brute annuelle.

Groupe	part variable maximum
1	2 %
2	4 %
3	6 %
4	8 %
5	12 %
Hors-groupe	-



La part variable est liée aux résultats et corrélée avec la procédure annuelle d'évaluation mise en place pour les agents non titulaires. Elle peut être attribuée tous les ans. Elle n'est pas consolidée.

## **5/ Évaluation**

L'évaluation professionnelle est instaurée par le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 ci-dessus référencé. Cette procédure fait l'objet d'une circulaire à laquelle il conviendra de se référer.

## **6/ Changement de groupe**

Dans l'hypothèse où un agent non titulaire se voit confier des fonctions d'un niveau supérieur, un dispositif de changement de groupe est mis en place pour permettre la mobilité, l'évolution professionnelle et la prise de nouvelles responsabilités.

Le passage d'un groupe de rémunération à un autre est lié à un changement de fonctions répondant à un avis de vacance. Il se concrétisera par l'établissement d'un avenant au contrat de travail.

## **7/ Recrutement**

Tout nouvel agent est recruté sur la base d'un avis de vacance diffusé selon les dispositions prévues dans le préambule de la présente circulaire. L'avis de vacance fait référence aux qualifications requises et groupe de rémunération définis au titre 2.

L'agent est accueilli dans l'espace indiciaire de référence à l'indice plancher ou en tenant compte de son expérience professionnelle et de ses qualifications.

## **8/ Reclassement des agents en fonction**

La fiche de poste constitue l'un des éléments principaux de classement.

### **8-1/ Reclassement dans le groupe**

L'administration fait une pré-ventilation des agents dans les groupes selon les fonctions indiquées sur le contrat. Cette proposition de classement et la fiche de poste correspondante sont transmises pour validation au supérieur hiérarchique.

Si le supérieur hiérarchique estime que le groupe proposé ne correspond pas aux fonctions réellement exercées, il propose un nouveau classement accompagné d'une fiche de poste modifiée.

La proposition de classement et la fiche de poste sont communiquées à l'agent pour accord.

En cas de désaccord sur le groupe retenu, l'agent peut présenter un recours auprès de la commission *ad hoc* chargée de statuer sur la situation de l'intéressé.

### **8-2/ Reclassement indiciaire au sein du groupe**

Ce reclassement indiciaire est examinée au vu des bornes indiciaires du groupe dans lequel l'agent est reclassé.

Trois cas peuvent exister :

A/ L'indice de l'agent est situé en deçà de l'indice minimal du groupe :

L'agent est automatiquement repositionné à l'indice plancher du groupe sans conservation de son ancienneté.

B/ L'indice de l'agent est situé au delà de l'indice terminal du groupe :

L'agent conserve son indice à titre personnel.

C/ L'indice de l'agent est situé dans l'espace indiciaire du groupe :

L'agent est reclassé au même indice que celui détenu au moment du classement, avec conservation de l'ancienneté depuis le dernier changement d'indice, dans la limite d'un avancement à intervalle prédéterminé.

Toutefois, afin de prendre en compte la durée des services de l'agent au sein du ministère de la Culture et de la Communication et de ses établissements publics, les services administratifs examinent la situation de l'agent au regard « du tunnel », espace établi à + ou - 20 % par rapport à la progression moyenne dans le groupe concerné. Tout agent ayant un indice situé en deçà de la limite inférieure du tunnel voit son indice de rémunération ramené à la limite inférieure de cet espace. Dans ce cas, l'ancienneté prise en compte est le cumul des mois travaillés depuis le premier contrat au sein du ministère de la Culture et de la Communication et dans ses établissements publics.

Une typologie des principales fonctions attachées à chaque groupe d'emploi (cf. annexe 1) est constituée pour l'ensemble des agents non titulaires par niveau de fonctions et de qualifications. Cette typologie des fonctions, établie à partir des profils de poste et du référentiel des métiers, sert de référence au reclassement des agents.

## **9/ Entrée en vigueur du dispositif**

Ces nouvelles dispositions s'appliquent rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Christine Albanel

## Annexe 1 : Groupes de classement - Typologie des emplois de référence

### Filière administrative

Groupe 1 (équivalent cat. C - FP)	Groupe 2 (équivalent cat. B - FP)	Groupe 3 (équivalent cat. A - FP)	Groupe 4 (équivalent cat. A - FP)	Groupe 5
Agent de surveillance/accueil Chauffeur Agent de service Ouvrier spécialisé Opérateur imprimerie Standardiste Secrétaire Gestionnaire d'exécution dans les domaines budgétaire, administratif, financier, comptable, formation, documentation Agent de bureau Cuisinier - maître d'hôtel Coursier	assistant bibliothécaire photographe chargé d'atelier chargé de magasin secrétaire assistante gestionnaire de contrôle, suivi, rédaction dans les domaines budgétaire, administratif, financier, comptable, formation, documentation chef cuisinier assistant de communication commercial (vendeur boutique)	conseiller sectoriel bibliothécaire chef de bureau adjoint chef de bureau adjoint chef de département secrétaire général adjoint secrétaire général gestionnaire d'analyse, conception, expertise dans les domaines budgétaire, administratif, financier, comptable, formation, documentation, marchés, juridique chargé de production audiovisuelle responsable d'atelier, de magasin chargé de communication/presse chargé de mission/études contrôleur de gestion terminologue assistant(e) de direction	conseiller sectoriel directeur adjoint chef de bureau chef de département secrétaire général Responsable service documentation chef d'un service de communication/presse chargé de mission/études contrôleur de gestion confirmé terminologue expert administrateur expert conseil responsable de projet	délégué sectoriel directeur d'école d'art/ d'architecture directeur adjoint ou délégué adjoint Expert hautement qualifié

Hors Groupe	
Chef de service	
Chef du DSI	
Directeur	
Médecin Chef	

## Filière spécialisée

Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5
agent de sécurité (pompiers/maintenance)	sous-chef d'équipe sécurité (pompiers)  technicien bâtiment, régie, logistique, audiovisuel assistant social infirmière plongeur	Chef d'équipe sécurité (pompiers)  conducteur de travaux  chef de centrale webmestre archéologue/plongeur Expert fonctionnel responsable informatique local (DRAC, Écoles....)	chef du service sécurité  architecte conseil  chef de projet multimédia  expert fonctionnel  architecte technique expert en SIC (confirmé) urbaniste des SIC chef de projet MOE chef de projet MOA en SIC  chef de bureau informatique adjoint expert	médecin     Responsable de la sécurité des systèmes d'information   directeur de projet MOE responsable domaine métier Pilote de production  chef de bureau informatique
agent informatique	technicien des équipements locaux	administrateur en SIC expert en SIC responsable de cellule informatique Intégrateur d'applications gestionnaires de données et de référentiels métier infographiste		
assistant support	technicien d'exploitation concepteur-développeur d'applications			

## Annexe 2 : Groupes de rémunération

Groupe 1	20 points à l'ancienneté		
	350	429	430 570
	2% variable maximum		
29 ans			

Groupe 2	25 points à l'ancienneté			
	400	499	500	750
	4 % variable maximum			
38 ans				

Groupe 3	30 points à l'ancienneté		
	540	659	660 870
	6 % variable maximum		
29 ans			

Groupe 4	40 points à l'ancienneté			
	620	779	780	1100
	8 % variable maximum			
32 ans				

Groupe 5	pas de progression à l'ancienneté	
	820	1400
	12% variable maximum	

<b>Hors Groupe</b>		
	Emplois dirigeants - rémunérations personnalisées	

Évolution groupe 1 à 4	
	2 ans
	3 ans

Les rémunérations sont exprimées en points d'indice de la fonction publique. Elles seront actualisées en fonction de l'indexation de la valeur du point.

**Arrêté du 23 juillet 2009 modifiant l'arrêté du 18 mars 2009 portant nomination (régisseur de recettes et d'avances).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2009 portant institution d'une régie d'avances et d'une régie de recettes auprès du service à compétence nationale Archives nationales ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2009 portant nomination (régisseur de recettes et d'avances),

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est ajouté un second alinéa à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 5 mars 2009 susvisé :

« M. Philippe Hatrel, agent contractuel, est nommé régisseur suppléant de la régie de recettes et d'avances instituée auprès du service à compétence nationale Archives nationales avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci. ».

**Art. 2.** - La directrice adjointe de l'administration générale au ministère de la Culture et de la Communication et la directrice du service à compétence nationale Archives nationales sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement de la sous-directrice des affaires financières et générales :

Philippe Ducluzeau

**Arrêté du 3 août 2009 autorisant l'ouverture, au titre de l'année 2009, d'un examen professionnel pour l'accès au corps des attachés d'administration du ministère de la Culture et de la Communication.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues ;

Vu le décret n° 2006-1648 du 20 décembre 2006 portant dispositions statutaires relatives au corps des attachés d'administration du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-578 du 19 avril 2007 relatif aux modalités exceptionnelles d'accès aux corps des attachés d'administration et des secrétaires administratifs du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2007 fixant les modalités d'organisation et la nature des épreuves des examens professionnels pour l'accès aux corps des attachés d'administration et des secrétaires administratifs du ministère de la Culture et de la Communication,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En application du décret du 19 avril 2007 susvisé, est autorisée, au titre de l'année 2009, l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des attachés d'administration du ministère de la Culture et de la Communication.

**Art. 2.** - Le nombre de postes offerts à cet examen professionnel est fixé à 6.

**Art. 3.** - Les demandes d'admission à concourir seront remises aux candidats du 24 août au 18 septembre 2009, délai de rigueur, soit à la permanence d'accueil du bureau des concours du lundi au vendredi de 13h00 à 17h00, 182, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, soit par courrier (écrire à la DAG/SPAS/SDSDPS/Bureau des concours, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 01, en joignant une enveloppe de format 22,9 cm x 32,4 cm affranchie à 2,22 euros, soit *via* Internet (<http://concours.culture.gouv.fr>).

Les dossiers d'inscription devront être déposés (exclusivement au bureau des concours, à l'adresse indiquée précédemment), complétés sur Internet ou adressés par la poste au plus tard, le 25 septembre 2009, terme de rigueur.

Toute demande de dossier hors délai, tout dossier déposé ou posté hors délai ne pourra être pris en considération.

**Art. 4.** - L'épreuve écrite d'admissibilité se déroulera le 17 novembre 2009 à Paris.

**Art. 5.** - La composition du jury fera l'objet d'un arrêté ultérieur du ministre de la Culture et de la Communication.

**Art. 6.** - Le chef du service du personnel et des affaires sociales du ministère de la Culture et de la Communication est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement simultané de la directrice de l'administration générale et du chef du service du personnel et des affaires sociales :  
Le sous-directeur de la modernisation de la gestion des carrières,  
Marc Oberlis

**Arrêté du 3 août 2009 autorisant l'ouverture, au titre de l'année 2009, d'un examen professionnel pour l'accès au corps des secrétaires administratifs du ministère de la Culture et de la Communication.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 94-1017 du 18 novembre 1994 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'État et à certains corps analogues ;

Vu le décret n° 2007-578 du 19 avril 2007 relatif aux modalités exceptionnelles d'accès aux corps des attachés d'administration et des secrétaires administratifs du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2007 fixant les modalités d'organisation et la nature des épreuves des examens professionnels pour l'accès aux corps des attachés d'administration et des secrétaires administratifs du ministère de la Culture et de la Communication,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En application du décret du 19 avril 2007 susvisé, est autorisée, au titre de l'année 2009, l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des secrétaires administratifs du ministère de la Culture et de la Communication.

**Art. 2.** - Le nombre de postes offerts à cet examen professionnel est fixé à 9.

**Art. 3.** - Les demandes d'admission à concourir seront remises aux candidats du 24 août au 18 septembre 2009, délai de rigueur, soit à la permanence d'accueil du bureau des concours du lundi au vendredi de 13h00 à 17h00, 182, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, soit par

courrier (écrire à la DAG/SPAS/SDSDPS/Bureau des concours, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 01, en joignant une enveloppe de format 22,9 cm x 32,4 cm affranchie à 2,22 euros, soit *via* Internet (<http://concours.culture.gouv.fr>).

Les dossiers d'inscription devront être déposés (exclusivement au bureau des concours, à l'adresse indiquée précédemment), complétés sur Internet ou adressés par la poste au plus tard, le 25 septembre 2009, terme de rigueur.

Toute demande de dossier hors délai, tout dossier déposé ou posté hors délai ne pourra être pris en considération.

**Art. 4.** - L'épreuve écrite d'admissibilité se déroulera le 24 novembre 2009 à Paris.

**Art. 5.** - La composition du jury fera l'objet d'un arrêté ultérieur du ministre de la Culture et de la Communication.

**Art. 6.** - Le chef du service du personnel et des affaires sociales du ministère de la Culture et de la Communication est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement simultané de la directrice de l'administration générale et du chef du service du personnel et des affaires sociales :  
Le sous-directeur de la modernisation de la gestion des carrières,  
Marc Oberlis

**Arrêté du 31 août 2009 modifiant l'arrêté du 23 juillet 2009 modifiant l'arrêté du 18 mars 2009 portant nomination (régisseur de recettes et d'avances).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2009 portant institution d'une régie d'avances et d'une régie de recettes auprès du service à compétence nationale Archives nationales ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2009 portant nomination (régisseur de recettes et d'avances) ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 2009 modifiant l'arrêté du 18 mars 2009 portant nomination (régisseur de recettes et d'avances),

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - À l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 23 juillet 2009 susvisé, les mots « 5 mars 2009 » sont remplacés par les mots « 18 mars 2009 ».

**Art. 2.** - La directrice adjointe de l'administration générale au ministère de la Culture et de la Communication et la directrice du service à compétence nationale Archives nationales sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement de la sous-directrice des affaires financières  
et générales :  
Philippe Ducluzeau

## ARCHÉOLOGIE

**Décision n° 2009-DG/09/054 du 17 août 2009 portant délégation de signature au directeur de l'interrégion Centre - Île-de-France de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses adjoints.**

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation est donnée à M<sup>me</sup> Catherine Remaury, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom de la directrice

générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;
- les actes d'engagement juridique, dont commandes ou marchés, passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Centre - Île-de-France en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;
- les actes d'engagement juridique, dont contrats, à l'exception des baux, et commandes ou marchés, passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Centre - Île-de-France en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 20 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;
- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Centre - Île-de-France ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents

aux agents de l'institut et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité de la directrice par intérim de l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Catherine Remaury, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, délégation est donnée à M<sup>me</sup> Sylvie Baron, directrice adjointe à la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 3.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Sylvie Baron, directrice adjointe à la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, délégation est donnée à M. Gilles Martin et à M<sup>me</sup> Martine Petitjean, tous deux adjoints administrateurs auprès de la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives, tous les actes visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 4.** - Délégation est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Catherine Remaury, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à M. Olivier Blin, à M. Raphaël de Filippo, à M. Thierry Massat, à M<sup>me</sup> Antoinette Navecht-Domin et à M. Richard Cottiaux, tous les cinq adjoints scientifiques et techniques auprès de la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de fin de chantier.

**Art. 5.** - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

**Art. 6.** - Le directeur de l'interrégion Centre - Île-de-France de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,  
Nicole Pot

**Décision n° 2009-DG/09/059 du 20 août 2009 portant délégation de signature au directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses principaux collaborateurs.**

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation est donnée à M. Odet Vincenti, directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;



- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;

- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d'engagement juridique, dont commandes ou marchés, passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Sud-Ouest en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les actes d'engagement juridique, dont contrats, à l'exception des baux, et commandes ou marchés, passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Sud-Ouest en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 20 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Grand-Sud-Ouest ;

- les ordres de mission relatifs à un déplacement en métropole et dans les départements et territoires d'outre-mer des agents de l'institut et des responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance

conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Odet Vincenti, directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, délégation de signature est donnée à M. Patrick Bretagne, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 3.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Odet Vincenti, directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, délégation est donnée à M. Jean-Charles Arramond, à M<sup>me</sup> Sylvie Jérémie, à M. Luc Detrain, à M. Vincent Lhomme, à M. Pierrick Fouéré, et à M. Jean-Luc Boudartchouk, tous les six adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de fin de chantier,

qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leurs compétences respectives.

**Art. 4.** - La présente décision prend effet à compter 1<sup>er</sup> septembre 2009.

**Art. 5.** - Le directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,  
Nicole Pot

## ARCHITECTURE

### Décision du 5 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Charles Ouedraogo).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Charles Ouedraogo, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Charles Ouedraogo, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 15 août 1981 à Ouagadougou (Burkina Faso).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La directrice adjointe de l'architecture et du patrimoine,  
Isabelle Maréchal

### Décision du 5 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ahmed Souguir).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Ahmed Souguir, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Ahmed Souguir, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 23 avril 1982 à Tunis (Tunisie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La directrice adjointe de l'architecture et du patrimoine,  
Isabelle Maréchal

### Décision du 5 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Rachida Mansouri Nebia).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Rachida Mansouri Nebia, diplômée architecte DESA, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Rachida Mansouri Nebia, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 10 juillet 1959 à Fès (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La directrice adjointe de l'architecture et du patrimoine,  
Isabelle Maréchal

**Décision du 6 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Raymond Loïc Chan).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Raymond Loïc Chan, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Raymond Loïc Chan, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 23 septembre 1978 à Keelung (Taïwan).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

**Décision du 6 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Khadija Djellouli).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Khadija Djellouli, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Khadija Djellouli, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 9 mars 1983 à Carthage (Tunisie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La directrice adjointe de l'architecture et du patrimoine,  
Isabelle Maréchal

**Décision du 6 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Chacha Atallah).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Chacha Atallah, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Chacha Atallah, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 14 mai 1983 à Carthage (Tunisie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La directrice adjointe de l'architecture et du patrimoine,  
Isabelle Maréchal

**Décision du 6 août 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Kyong-Nam Cho).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Kyong-Nam Cho, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Kyong-Nam Cho, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 15 février 1977 à Séoul (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

## ARCHIVES

**Circulaire n° 2009/011 du 7 mai 2009 relative aux modalités des procédures de dérogation relatives à la communication de documents d'origine statistique comportant des données d'ordre privé.**

La ministre de la Culture et de la Communication  
à

Mesdames et messieurs les présidents des conseils généraux (archives départementales)

Mesdames et messieurs les maires (archives communales)

Instruction n° DAF/DPACI/RES/2009/011

La loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 sur les archives, dont les dispositions ont été intégrées au livre II du Code du patrimoine, a modifié sensiblement les conditions d'accès aux documents statistiques lorsque ces derniers contiennent des informations ayant trait aux faits et comportements d'ordre privé. Le délai de communicabilité de ces documents a en effet été fixé à soixante-quinze ans contre cent ans précédemment ou de vingt-cinq ans à compter de la date du décès de l'intéressé, si ce dernier délai est plus bref. De cette

catégorie relèvent notamment les recensements de population (bulletins utilisés pour la collecte et listes nominatives).

Il importe de rappeler ces délais même si dans un passé relativement récent, des instructions de la direction les avaient assouplis dans les faits, sans véritable fondement juridique, afin de faciliter les recherches du public qui fréquente les salles de lecture.

Surtout les documents statistiques relevant du délai de soixante-quinze ans peuvent être désormais consultés par dérogation aux délais légaux de communicabilité comme les autres archives publiques, ce qui n'était pas le cas précédemment, toute dérogation étant interdite pour ces documents sous le régime de la loi de 1979.

Toutefois, pour tenir compte de la législation existante, notamment de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, une procédure particulière a dû être adoptée pour la délivrance de ces dérogations. Cette procédure combine les dispositions de la loi du 7 juin 1951 et celles de la loi du 15 juillet 2008 sur les archives.

Créé par la loi de 1951, le comité du secret statistique est chargé de donner un avis sur les demandes de consultation des documents comportant des renseignements individuels ayant trait à la vie personnelle et familiale, demandes examinées par la première section du comité, ainsi que sur celles portant sur des documents contenant des renseignements individuels d'ordre économique ou financier, examinées pour leur part dans la seconde section du comité. Un représentant de la direction des Archives siège au sein de ce comité.

Le décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et du comité du secret statistique, publié au *JORF* du 25 mars 2009, décrit les nouvelles procédures qui devront désormais être suivies pour les dérogations.

Le I de l'article 17 du décret du 20 mars 2009 précise les critères retenus par le comité pour se prononcer : la nature des travaux engagés ainsi que la qualité de la personne ou de l'organisme qui effectue la demande. Le comité vérifie par ailleurs que le volume des informations demandées n'est pas excessif par rapport aux besoins des travaux qui justifient leur communication et que cette dernière ne conduit pas à porter une atteinte excessive aux intérêts que la loi du 7 juin 1951 entend protéger. Lorsque les demandes portent sur des faits et comportements d'ordre privé, le comité vérifie que la demande est effectuée à des fins de statistique publique ou de recherche scientifique ou historique. Le comité détermine par ailleurs les conditions dans lesquelles ces renseignements

individuels sont portés à la connaissance des demandeurs.

Lorsqu'elles portent sur la communication de données issues du recensement de la population, les demandes des chercheurs, c'est-à-dire le formulaire rempli comme à l'accoutumée et comportant l'engagement de réserve, ainsi que l'avis du service d'archives seront transmises directement par les archives départementales ou les archives communales concernées au secrétariat du comité du secret statistique (INSEE, à l'attention de M. Gérard Lang, timbre D101, 18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14). Lorsque ces demandes portent sur la communication de données électroniques, il convient en outre de remplir un formulaire particulier disponible auprès du secrétariat du comité du secret statistique ; dans ce cas, la présence physique du demandeur sera indispensable, lors de la réunion du comité du secret statistique au cours de laquelle sa demande sera examinée.

L'avis ou les recommandations du comité seront ensuite validées par l'administration de l'INSEE puis transmis à la direction des Archives de France (département de la politique archivistique et de la coordination interministérielle) qui accordera ou refusera la dérogation demandée et notifiera sa décision au demandeur.

J'attire votre attention sur le fait que les dispositions du décret du 20 mars 2009 entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui de la publication. Les demandes de dérogations transmises par les services d'archives seront donc examinées à partir du mois de mai prochain.

Je vous remercie de me tenir informée des difficultés que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre des procédures précédemment décrites.

La directrice des Archives de France,  
Martine de Boisdeffre

**Circulaire n° 2009/013 du 10 août 2009 relative au traitement des archives produites et reçues par les juridictions administratives de droit commun : modification de la circulaire AD 98-7 du 3 juillet 1998 relative aux archives des juridictions administratives.**

Le ministre de la Culture et de la Communication  
à

Mesdames et messieurs les présidents de conseils généraux  
s/c de mesdames et messieurs les préfets (archives départementales)

Le vice-président du Conseil d'État  
à

Messieurs les conseillers d'État, présidents de cour administrative d'appel

Mesdames et messieurs les présidents de tribunal administratif

Instruction n° DAF/DPACI/RES/2009/019

**Textes officiels :**

- Code de justice administrative (CJA) ;
- Code du patrimoine, livre II ;
- Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;
- Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié relatif à la compétence des services d'archives publiques et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques ;
- Circulaire du Premier ministre du 2 novembre 2001 relative à la gestion des archives des services et établissements publics de l'État (NOR PRMX0105139C).

**Textes de référence :**

- Circulaire AD 98-7 du 3 juillet 1998 relative aux archives des juridictions administratives ;
- Circulaire AD/DEP 981 du 23 juin 2000 : additif à la circulaire AD 98-7 du 3 juillet 1998 relative aux archives des juridictions administratives.

La circulaire du 3 juillet 1998 et le tableau de tri annexé, ainsi que l'additif du 23 juin 2000, ont permis aux juridictions administratives de droit commun que constituent les tribunaux administratifs et cours administratives d'appel d'apurer les arriérés d'archives et de mettre en place des procédures rationnelles d'archivage des dossiers produits, avec l'appui des services départementaux d'archives et en complète concertation avec eux.

Dix ans après la diffusion de ces textes, le Conseil d'État a souhaité les actualiser et les compléter en tenant compte de l'expérience et de l'évolution de la pratique des juridictions concernées. Tel est l'objet de la présente instruction.

L'actualisation porte sur la mise à jour des durées d'utilité administrative : il est apparu que celles proposées dans la rédaction initiale de 1998 étaient surévaluées, de sorte que les délais fixés excédaient les besoins réels de conservation des archives courantes et intermédiaires. Parallèlement, la croissance de l'activité contentieuse et l'augmentation

du volume d'archives qui en découlait ne permettait plus aux juridictions d'assumer la conservation des dossiers dans des conditions satisfaisantes.

Le complément essentiel porte sur les fonctions dites « support » qui font l'objet de la première partie (nouvelle). En effet, à l'instar de tout organisme, les juridictions administratives détiennent des dossiers relatifs au personnel, aux locaux occupés, aux finances, à leur fonctionnement quotidien, etc., partie que la précédente circulaire n'avait pas prise en compte. Les documents produits et reçus dans ce cadre sont pourtant des archives publiques au sens de l'article L. 211-4 du Code du patrimoine, et doivent donc respecter la réglementation en termes de versement et d'élimination, conformément au décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié, relatif à la compétence des services d'archives publiques et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques.

De ce point de vue, il convient de souligner que le Conseil d'État gère directement certaines fonctions support : ceci vaut pour la gestion du personnel, le budget des juridictions - seule une petite partie des dépenses de fonctionnement est déconcentrée -, leurs locaux, le développement et le suivi des applications informatiques. Dans ces conditions, les documents conservés par les juridictions sont presque systématiquement des doubles, d'où le choix d'une durée d'utilité administrative courte à l'issue de laquelle ils pourront être éliminés.

## **1. Durée d'utilité administrative et sort final**

La circulaire AD 98-7 déjà citée fixait à 6 ans la durée d'utilité administrative (DUA) de l'ensemble des archives issues des activités juridictionnelles des juridictions ainsi que celles découlant de leurs attributions consultatives.

### **a) Activités juridictionnelles**

Les tribunaux administratifs sont les juridictions administratives compétentes de droit commun en première instance.

Les cours administratives d'appel sont compétentes pour statuer en appel contre un jugement de tribunal administratif. Elles connaissent notamment des appels des décisions relatives aux recours pour excès de pouvoir formés contre les actes réglementaires.

Le Conseil d'État est le juge de cassation pour juger des pourvois formés contre les arrêts rendus par les cours administratives d'appel et contre les jugements rendus, dans certaines matières, par les tribunaux administratifs statuant dans ce cas en premier et dernier

ressort (art. R. 222-13 du Code de la justice administrative : il s'agit en particulier des situations individuelles des fonctionnaires, des pensions, de l'aide personnalisée au logement, de la redevance audiovisuelle, du permis de conduire, etc).

Le Conseil d'État est également juge d'appel en matière électorale ou pour les recours en appréciation de légalité (CJA, art. L. 211-2).

Les parties disposent d'un délai de deux mois pour faire appel, lequel n'a pas, sauf rares exceptions, d'effet suspensif. En cas d'appel, le dossier de première instance est transmis à la juridiction d'appel compétente (cour administrative d'appel ou Conseil d'État) par le tribunal de première instance concerné.

La procédure en appel suit le même déroulement que la procédure en première instance. En cas d'appel devant une cour administrative d'appel, après lecture du jugement, cette dernière conserve le dossier complet de l'affaire, y compris celui de la première instance. En revanche, en cas d'appel direct au Conseil d'État, le dossier de première instance est restitué à sa juridiction d'origine une fois la décision prononcée.

Les dossiers présentés en cassation au Conseil d'État sont également renvoyés après instruction à la juridiction qui les lui avait adressés.

Il est apparu à l'usage que le délai de 6 ans fixé initialement pour la conservation des dossiers de procédure par les greffes des juridictions, qui ne repose sur aucun fondement d'ordre juridique, était surévalué et pouvait de ce fait être raccourci à 5 ans sans préjudice.

Par souci de cohérence et de simplification des règles d'archivage, le raccourcissement de la DUA appliquée aux dossiers de procédure a été étendu aux autres typologies documentaires résultant de l'activité juridictionnelle des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel, à savoir : les registres de main courante, les rôles d'audience, les conclusions des rapporteurs publics<sup>(1)</sup>, les notes des présidents, assesseurs et réviseurs, les dossiers d'avis sur une question de droit. En revanche, la DUA demeure inchangée (« validité ») pour les fascicules de jurisprudence éventuellement produits par la juridiction.

Les possibilités de tri interne des dossiers de procédure ainsi que les sorts finaux demeurent inchangés. Il en va de même pour les spécifications complémentaires introduites par la note AD/DEP 981 du 23 juin 2000,

<sup>(1)</sup> Cette dénomination s'est substituée à celle de « commissaire du Gouvernement » au 1<sup>er</sup> février 2009 (Décret n° 2009-14 du 7 janvier 2009 relatif au rapporteur public des juridictions administratives et au déroulement de l'audience devant ces juridictions, art. 1 et 3).

relatives notamment au tri du contentieux en série et au lieu de versement des dossiers de première instance ayant fait l'objet d'un appel auprès d'une cour administrative d'appel.

## **b) Activités consultatives**

Le même constat de surévaluation sans fondement juridique de la DUA initialement proposée par la circulaire de 1998, joint au souci de cohérence, a conduit à ramener de 6 à 5 ans la DUA appliquée aux dossiers d'avis en réponse à des questions soumises par les représentants de l'État dans les collectivités territoriales.

Cet alignement de la DUA des documents procédant de l'activité consultative sur celle de l'activité juridictionnelle offre ainsi l'avantage d'uniformiser la durée de conservation dans les greffes de l'ensemble des documents produits par les juridictions, ce qui devrait faciliter d'autant les opérations d'archivage.

## **2. Délais de communicabilité**

Le régime de communication des archives versées par les juridictions est déterminé par les articles L. 213-1 et suivants du Code du patrimoine, récemment modifiés par la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008.

Les documents relevant de l'activité juridictionnelle sont soumis au délai de soixante-quinze ans à compter de la date de clôture des dossiers<sup>(2)</sup> ou vingt-cinq ans à compter du décès de l'intéressé si ce dernier délai est plus bref. Par intéressé, il faut entendre les parties à l'affaire et cette notion n'englobe naturellement pas l'administration.

Les documents relevant de l'activité consultative - avis - considérés comme non communicables par l'article 6 de la loi n° 78-753 du 17 juillet modifiée<sup>(3)</sup> sont, conformément au III du même article, communicables selon les dispositions de l'article L. 213-2 du Code du patrimoine, lequel a fixé un délai de vingt-cinq ans à compter de l'avis.

## **3. Gestion dématérialisée des documents**

Le Conseil d'État a développé plusieurs applications informatiques. L'application SKIPPER est celle de la gestion du contentieux administratif. Mise en œuvre depuis une dizaine d'années, elle contient aujourd'hui plus de deux millions de références de dossiers. Elle constitue de fait la table des dossiers de procédure instruits au plan local.

Conformément aux prescriptions de la CNIL, les données de l'application sont conservées pendant la durée d'utilité administrative dans la base, puis anonymisées, ce qui les rend inutiles pour les services départementaux d'archives.

Dans l'attente d'une révision des prescriptions édictées par la CNIL, afin de faciliter le traitement des versements opérés par les juridictions administratives, il a été décidé que celles-ci procéderont annuellement à l'édition papier de la table des procédures concernées par l'obligation de versement à l'expiration de la DUA. Cette édition devra être jointe au bordereau de versement dont elle constituera une annexe.

Une alternative consiste à procéder annuellement, après accord du service départemental d'archives, à l'extraction des données électroniques relatives à ces dossiers pour les lui verser sous cette forme. De la même manière, la liste des dossiers destinés à l'élimination à l'issue de la DUA peut être établie par extraction des données de l'application SKIPPER et transmise sous forme de bordereau électronique, à condition toutefois que le fichier électronique soit accompagné en parallèle de garanties d'authentification suffisantes. En tout état de cause, cette pratique devra être entourée de toutes les garanties techniques liées au format et aux conditions d'échange des données transférées.

Le Conseil d'État étudie par ailleurs les possibilités de dématérialisation de certaines procédures contentieuses depuis le premier degré juridictionnel, et la direction des Archives de France est associée à cette réflexion. À l'issue des expérimentations en cours, les modalités de versement et d'élimination des documents nativement électroniques feront l'objet d'une instruction complémentaire spécifique.

## **4. Le tableau de tri et d'archivage**

Le tableau joint en annexe récapitule les indications données ci-dessus. Il se décompose en quatre colonnes.

En regard de chaque typologie ou catégorie documentaire (colonne 1) figure la durée d'utilité administrative retenue (DUA, colonne 2) et le traitement à appliquer à l'échéance de la DUA (sort final, colonne 3), éventuellement des observations complémentaires (colonne 4).

Conformément à l'article L. 212-2 du Code du patrimoine, « à l'expiration de leur période d'utilisation courante, les archives publiques... font l'objet d'une sélection pour séparer les documents à conserver des documents dépourvus d'utilité administrative ou d'intérêt historique ou scientifique, destinés à l'élimination. ». Le sort final propose trois destinations possibles :

<sup>(2)</sup> Cette date est celle de la lecture du jugement, non celle de sa notification aux parties.

<sup>(3)</sup> Cette loi a notamment été modifiée par l'ordonnance n° 2009-483 du 29 avril 2009 prise en application de l'article 35 de la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 sur les archives, dont le projet de loi de ratification a été déposé le 22 juillet 2009 au parlement.

- « Verser », qui signifie versement pour conservation définitive et intégrale des documents dont l'intérêt historique le justifie dans le service d'archives départementales territorialement compétent ;
- « Détruire », qui permet la destruction intégrale et définitive des documents, après visa préalable du directeur du service départemental d'archives ;
- « Trier », qui implique que les documents doivent être triés par la juridiction afin de distinguer ceux qui, en vertu de leur intérêt historique, seront versés au service d'archives départementales territorialement compétent pour y être conservés définitivement, de ceux qui, après visa d'un bordereau d'élimination, pourront être éliminés.

Tout versement d'archives doit être accompagné d'un bordereau de versement (art. 18 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié), établi en trois exemplaires, sur lequel est reprise la liste des documents concernés, afin d'en faciliter l'identification. Des modèles de bordereaux peuvent être demandés auprès du service d'archives départementales territorialement compétent.

De la même manière, la liste des documents qui peuvent, à l'issue de la DUA, faire l'objet d'une destruction du fait de leur faible intérêt historique, est reprise dans un bordereau de demande d'élimination, établi lui aussi en trois exemplaires, et soumis au visa du directeur des archives départementales territorialement compétent (article 16 du décret n° 79-1037 précité). Aucune destruction ne peut intervenir sans ce visa. La destruction des documents est opérée par dénaturation (incinération, broyage, déchiquetage), à l'exclusion du compactage et du recyclage. Il est possible de recourir à un prestataire de services : la destruction doit alors être certifiée, le certificat faisant foi en cas de litige.

Lorsqu'un tri est préconisé à l'expiration de la DUA, les critères figurent dans la colonne « observations ». Le tri peut intervenir, soit au sein même du dossier - on parle de tri interne - soit au sein d'une série de dossiers de même nature - on parle alors d'échantillonnage. Les deux critères peuvent d'ailleurs se combiner : ainsi, les dossiers de procédure peuvent faire l'objet d'un tri interne (le tableau mentionne, pour chaque pièce, le sort final préconisé) et la série fait l'objet d'un échantillonnage pour ne conserver qu'une partie d'entre eux : la colonne « observations » indique quels dossiers verser et lesquels éliminer.

Les DUA et les sorts finaux sont des *minima* à respecter : aucun document ne peut être soit versé, soit trié, soit éliminé avant le terme de la DUA ; celle-ci peut cependant être prolongée si la juridiction en émet le souhait, en liaison avec le service d'archives départementales territorialement compétent. De même, par accord mutuel, des documents dont le tableau prévoit l'élimination peuvent être conservés définitivement, si cela est jugé utile pour la recherche historique, notamment au vu de la situation locale, les archives départementales assumant cette conservation. En revanche, aucun document dont la conservation définitive est prévue par le tableau ne doit être éliminé.

Toute difficulté d'application de la présente instruction sera portée à la connaissance du Conseil d'État pour les juridictions administratives et de la direction des Archives de France, département de la politique archivistique et de la coordination interministérielle, pour les services départementaux d'archives.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
et par délégation :  
La directrice des Archives de France,  
Martine de Boisdeffre  
Le vice-président du Conseil d'État, et par délégation :  
Le secrétaire général,  
Christophe Devys

(Tableaux pages suivantes)



**Tableau de tri n° 1**  
**Cours administratives d'appel et tribunaux administratifs**

Catégorie de documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations
<b>1. FONCTIONNEMENT DE LA JURIDICTION</b>			
<i>Secrétariat</i>			
Enregistrement du courrier arrivée / départ	3 ans	détruire	
Chrono de courrier départ	3 ans	détruire	
Correspondance des présidents de juridiction et des greffiers en chef avec le Conseil d'État	5 ans	verser	
Instructions, circulaires, notes du Conseil d'État	validité	détruire	Elles sont conservées au niveau du Conseil d'État.
Notes internes du président de la juridiction	validité	détruire	
<i>Affaires financières et immobilières</i>			
Budget annuel : - dossier préparatoire - document final, transmis au Conseil d'État	5 ans 5 ans	détruire verser	
Exécution budgétaire : pièces justificatives des recettes et des dépenses - si la juridiction est l'ordonnateur primaire - si le Conseil d'État est l'ordonnateur primaire	10 ans 3 ans	détruire	Vaut pour la faible partie des dépenses de fonctionnement déconcentrée.
Marchés et contrats de prestation de services : - copie de l'acte d'engagement ou du contrat - pièces relatives au suivi du marché	10 ans 3 ans	détruire	L'original est conservé au Conseil d'État. Les pièces relatives au suivi du marché sont transmises au Conseil d'État qui détient le dossier maître.
Locaux : entretien courant, travaux	3 ans	détruire	Le dossier maître est conservé au Conseil d'État.
<i>Personnel</i>			
Magistrats	jusqu'au départ de la juridiction	détruire	Il s'agit d'un dossier administratif. Le dossier de carrière est au Conseil d'État.
Agents de greffe	jusqu'au départ de la juridiction	détruire	Il s'agit d'un dossier administratif. Le dossier de carrière est conservé au ministère de l'Intérieur.
<i>Relations internes et externes</i>			
Réunions annuelles des chefs de juridiction	5 ans	détruire	Le dossier est conservé au Conseil d'État.
Réunions interjuridictionnelles	5 ans	trier	Conserver le dossier dans la juridiction d'accueil ainsi que le dossier de participation s'il est annoté, ou s'il contient des documents préparatoires, des notes d'intervention, etc.
Réunions internes organisées par le président au sein de sa juridiction	5 ans	verser	
Rapport annuel d'activité	5 ans	verser	Bien qu'il se retrouve au Conseil d'État, il est intéressant de le conserver aussi au plan local.

Communication locale : interview à la presse, plaquette, enregistrement sonore, audiovisuel, etc.			verser	Verser au moins un exemplaire de chaque support de communication aux archives départementales. Vérifier la pérennité des supports d'enregistrement, le cas échéant. Les documents transmis par le Conseil d'État n'ont pas à être versés localement.
<b>2. ATTRIBUTIONS JURIDICTIONNELLES DES COURS ADMINISTRATIFS D'APPEL ET DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS</b>				
Registres de main courante		5 ans	verser	Verser soit le registre, soit le listing.
Dossiers de procédure		5 ans	trier	Verser : - les dossiers dont le numéro se termine par un zéro ; - les dossiers dont les jugements sont publiés en A et en B au recueil Lebon ou ceux qui font l'objet d'une proposition de fichage de la part du chef de juridiction pour publication au recueil Lebon ; - les dossiers d'intérêt médiatique, sociologique ou historique signalés par les chefs de juridiction et les archivistes ; - l'intégralité des douze premiers mois de plein exercice des cours administratifs d'appel et des tribunaux administratifs. <i>Il est possible d'effectuer un tri interne des dossiers. Se reporter au tableau n°2.</i>
Table informatisée des dossiers de procédure		5 ans	verser	À éditer sur papier avant l'anonymisation des données. Possibilité de verser les données sous forme électronique, en accord avec les archives départementales.
Rôle d'audience		5 ans	verser	
Conclusions des rapporteurs publics		5 ans	verser	
Notes des présidents, des assesseurs et des réviseurs		5 ans	trier	À conserver dans une série distincte des dossiers de procédure et utiliser les mêmes critères de tri que pour ceux-ci.
Minutes des arrêts et des jugements		5 ans	verser	À conserver dans une série distincte des dossiers de procédure.
Fascicules de jurisprudence produits par la juridiction		validité	verser	
Dossiers d'avis sur une question de droit		5 ans	verser	
<b>3. ATTRIBUTIONS NON JURIDICTIONNELLES DES COURS ADMINISTRATIFS D'APPEL ET DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS</b>				
Participation à des commissions administratives et organismes assimilés		3 ans	détruire	Ex : commission des impôts, jurys divers, conseils de discipline de la fonction publique territoriale, etc.
Dossiers des commissaires enquêteurs		3 ans	détruire	Ces dossiers comprennent, outre les documents relatifs à la désignation et la taxation des commissaires désignés par le tribunal administratif en cas d'enquête publique initiée par l'État ou les collectivités territoriales, les rapports et les conclusions desdits commissaires. <b>Justification du sort final</b> : les rapports et conclusions sont conservés dans le dossier du projet en cause.
Dossiers d'avis en réponse à des questions soumises par les préfets ou représentants de l'État		5 ans	verser	
Participation à des missions de conciliation		3 ans	détruire	
<b>4. AIDE JURIDICTIONNELLE</b>				
Dossier individuel d'aide juridictionnelle		5 ans	détruire	
Minutes des décisions d'aide juridictionnelle		5 ans	verser	À conserver dans une série distincte des dossiers de procédure.

Tableau de tri n° 2

## Dossiers de procédure : composition d'un dossier-type

Catégorie de documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations
<i>Dossiers de procédure :</i>	<i>5 ans</i>	<i>trier</i>	<i>Tri par échantillonnage, cf. tableau n°1</i>
- requête	-	verser	
- fiche requête	-	verser	
- copie de la décision attaquée	-	verser	
- mémoires échangés entre les parties	-	verser	
- rapports d'expertises	-	verser	
- pièces justificatives	-	-	Renvoyées aux parties par la juridiction
- correspondance relative à l'exécution de l'arrêt ou du jugement	-	verser	
- ampliation de l'arrêt ou du jugement	-	verser	
- documents relatifs à la communication du dossier ou à la transmission de ses pièces	-	détruire	
- correspondance relative à l'instance	-	détruire	
- accusé réception de notification de la décision	-	détruire	

Tableau n° 3

**Listes des juridictions administratives et des services départementaux d'archives territorialement compétents**

<b>Tribunaux administratifs<sup>(4)</sup></b>		
<b>Localisation</b>	<b>Ressort</b>	<b>Service d'archives destiné à recevoir les versements<sup>(5)</sup></b>
Amiens	Aisne, Oise, Somme	AD Somme
Basse-Terre	Guadeloupe	AD Guadeloupe
Bastia	Corse du sud, Haute-Corse	AD Haute-Corse
Besançon	Doubs, Jura, Haute-Saône, Territoire de Belfort	AD Doubs
Bordeaux	Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne	AD Gironde
Caen	Calvados, Manche, Orne	AD Calvados
Cayenne	Guyane	AD Guyane
Cergy-Pontoise <sup>(6)</sup>	Hauts-de-Seine <sup>(7)</sup> , Val-d'Oise, emprise de l'aérodrome de Paris-Charles-de-Gaulle <sup>(8)</sup>	AD Val-d'Oise
Châlons-en-Champagne	Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne	AD Marne
Clermont-Ferrand	Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme	AD Puy-de-Dôme
Dijon	Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne	AD Côte-d'Or
Fort-de-France	Martinique	AD Martinique
Grenoble	Drôme, Isère, Savoie, Haute-Savoie	AD Isère
Lille	Nord, Pas-de-Calais	AD Nord
Lyon	Ain, Ardèche, Loire, Rhône	AD Rhône
Mamoudzou	Mayotte	AD Mayotte
Marseille <sup>(9)</sup>	Alpes de Haute-Provence, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône	AD Bouches-du-Rhône
Mata-Utu <sup>(10)</sup>	Wallis et Futuna	AT Wallis et Futuna
Melun <sup>(11)</sup>	Seine-et-Marne, Val-de-Marne, emprise de l'aérodrome de Paris-Orly <sup>(12)</sup>	AD Seine-et-Marne
Montpellier <sup>(13)</sup>	Aude, Hérault, Pyrénées-Orientales	AD Hérault
Montreuil <sup>(14)</sup>	Seine-Saint-Denis, emprise de l'aérodrome de Paris-Charles-de-Gaulle	AD Seine-Saint-Denis

<sup>(4)</sup> CJA, art. R. 221-3.

<sup>(5)</sup> AD : Archives départementales – AT : Archives territoriales

<sup>(6)</sup> Créé par décret n° 2000-707 du 27 juillet 2000 ; le ressort était composé des départements du Val-d'Oise (détaché du ressort de Versailles) et de la Seine-Saint-Denis (détachée du ressort de Paris) ; entré en fonction à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2000. La création du tribunal de Montreuil pour la Seine-Saint-Denis, au 1<sup>er</sup> novembre 2009, entraîne le rattachement à Cergy-Pontoise du département des Hauts-de-Seine, détaché du ressort de Versailles.

<sup>(7)</sup> Détaché du ressort du tribunal de Paris par décret n° 2004-585. D'abord rattaché au tribunal de Versailles, il sera rattaché au tribunal de Cergy-Pontoise à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2009.

<sup>(8)</sup> Décret n° 2002-547 du 19 avril 2002 ; entré en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2002. Toutefois l'emprise de l'aérodrome de Paris-Charles-de-Gaulle est transférée au tribunal de Montreuil à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 (cf. décret n° 2009-945 du 29 juillet 2009).

<sup>(9)</sup> Le département du Vaucluse a été détaché du ressort du tribunal administratif de Marseille pour former celui du nouveau tribunal de Nîmes, par décret n° 2006-903 du 19 juillet 2006.

<sup>(10)</sup> Créé par ordonnance n° 2003-923 du 26 septembre 2003, en remplacement du conseil du contentieux administratif ; entré en fonction à compter du 1<sup>er</sup> février 2004.

<sup>(11)</sup> Créé en 1996.

<sup>(12)</sup> Décret n° 2002-547 du 19 avril 2002 ; entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2002.

<sup>(13)</sup> Les départements du Gard et de la Lozère ont été détachés du ressort du tribunal administratif de Montpellier pour former celui du nouveau tribunal de Nîmes, par décret n° 2006-903 du 19 juillet 2006.

<sup>(14)</sup> Créé par décret n° 2009-945 du 29 juillet 2009. La juridiction entrera en fonction à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2009 et sera compétente pour l'emprise de l'aérodrome de Paris-Charles-de-Gaulle à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

<b>Tribunaux administratifs<sup>(4)</sup></b>		
<b>Localisation</b>	<b>Ressort</b>	<b>Service d'archives destiné à recevoir les versements<sup>(5)</sup></b>
Nancy	Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges	AD Meurthe-et-Moselle
Nantes	Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée	AD Loire-Atlantique
Nice <sup>(15)</sup>	Alpes-Maritimes	AD Alpes-Maritimes
Nîmes <sup>(16)</sup>	Gard, Lozère, Vaucluse	AD Gard
Nouméa	Nouvelle-Calédonie	AT Nouvelle-Calédonie
Orléans	Cher, Eure-et-Loir, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret	AD Loiret
Papeete	Polynésie française	AT Polynésie française
Paris	Paris	AD Paris
Pau	Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées	AD Pyrénées-Atlantiques
Poitiers	Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne	AD Vienne
Rennes	Côtes-d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan	AD Ille-et-Vilaine
Rouen	Eure, Seine-Maritime	AD Seine-Maritime
Saint-Barthélemy <sup>(17)</sup>	Saint-Barthélemy	AD Guadeloupe
Saint-Denis	Réunion	AD Réunion
Saint-Martin <sup>(18)</sup>	Saint-Martin	AD Guadeloupe
Saint-Pierre	Saint-Pierre-et-Miquelon	ACT Saint-Pierre-et-Miquelon
Strasbourg	Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin	AD Bas-Rhin
Toulon <sup>(19)</sup>	Var	AD Var
Toulouse	Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Lot, Tarn, Tarn-et-Garonne	AD Haute-Garonne
Versailles	Essonne, Yvelines	AD Yvelines

<sup>(15)</sup> Le département du Var a été détaché du ressort du tribunal administratif de Nice et un tribunal a été créé à Toulon par décret n° 2008-819 du 21 août 2008. Il est entré en fonction à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2008.

<sup>(16)</sup> Créé par décret n° 2006-903, par démembrement des ressorts des tribunaux de Montpellier (Gard, Lozère) et Marseille (Vaucluse) ; entré en fonction à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006.

<sup>(17)</sup> Créé par décret n° 2008-452 ; siège à Basse-Terre (Guadeloupe).

<sup>(18)</sup> Créé par décret n° 2008-452 ; siège à Basse-Terre (Guadeloupe).

<sup>(19)</sup> Le tribunal administratif de Toulon a été créé par décret n° 2008-819 du 21 août 2008. Auparavant, le département du Var était du ressort du tribunal administratif de Nice.

Tableau n° 4

**Listes des juridictions administratives et des services départementaux d'archives territorialement compétents**

<b>Cours administratives d'appel<sup>(20)</sup></b>		
<b>Localisation et date de création</b>	<b>Ressort (sièges des TA)</b>	<b>Service d'archives destiné à recevoir les versements</b>
Bordeaux (1989)	Basse-Terre, Bordeaux, Cayenne, Fort-de-France, Limoges, Mamoudzou, Pau, Poitiers, Saint-Barthélemy, Saint-Denis de la Réunion, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Toulouse	AD Gironde
Douai (1999) <sup>(21)</sup>	Amiens, Lille, Rouen	AD Nord
Lyon (1989)	Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lyon	AD Rhône
Marseille (1997) <sup>(22)</sup>	Bastia, Marseille, Montpellier, Nice, Nîmes, Toulon	AD Bouches-du-Rhône
Nancy (1989)	Besançon, Châlons-en-Champagne, Nancy, Strasbourg	AD Meurthe-et-Moselle
Nantes (1989)	Caen, Nantes, Orléans, Rennes	AD Loire-Atlantique
Paris (1989)	Mata-Utu, Melun, Nouméa, Papeete, Paris	AD Paris
Versailles (2004) <sup>(23)</sup>	Cergy-Pontoise, Montreuil <sup>(24)</sup> , Versailles	AD Yvelines

<sup>(20)</sup> CJA, art. R. 221-7.

<sup>(21)</sup> Les tribunaux qui forment son ressort ont été détachés de ceux des cours administratives d'appel de Nantes (Rouen) et Nancy (Lille, Amiens).

<sup>(22)</sup> Ressort formé par démembrement de celui de la cour d'appel administrative de Lyon.

<sup>(23)</sup> Créée par décret n° 2004-585 du 11 juin 2004.

<sup>(24)</sup> À compter de la création de ce tribunal (1<sup>er</sup> novembre 2009).

## CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

### Décision n° DS IL Adm-8-2009-MND du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle, dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision n° DS IL Adm-1-2008-MND du 8 octobre 2008 portant délégation de signature du président à M. Patrick Monod, en qualité d'administrateur de la basilique de Saint-Denis ;

Vu la décision n° DS IL Adm-2-2008-MND du 21 octobre 2008 portant délégation de signature

du président à M. Patrick Monod, en qualité d'administrateur de la basilique de Saint-Denis et du domaine national du Palais Royal ;

Vu la décision n° DS IL Adm-3-2009-MND du 30 janvier 2009 portant délégation de signature du président à M. Patrick Monod, en qualité d'administrateur par intérim du monastère royal de Brou ;

Vu la décision de nomination du 31 juillet 2009 de M. Patrick Monod, en qualité d'administrateur par intérim du domaine national de Saint-Cloud,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 2 de la décision n° DS IL Adm-1-2008-MND du 8 octobre 2008 susvisée portant délégation de signature du président à M. Patrick Monod est complété par :

« - le domaine national de Saint-Cloud. ».

**Art. 2.** - Les autres articles de la décision n° DS IL Adm-1-2008-MND du 8 octobre 2008 susvisée portant délégation de signature du président à M. Patrick Monod demeurent inchangés.

**Art. 3.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative, juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux et au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

**Décision n° DS IL Adm -9-2009-FXVe du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle, dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision de nomination du 31 juillet 2009 de M. François-Xavier Verger, en qualité d'administrateur de l'abbaye de Cluny et du château de Ferney-Voltaire,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. François-Xavier Verger, en qualité d'administrateur, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695), à l'exclusion de l'acquisition de véhicules de service et de matériels informatiques :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur ou égal à 23 000 euros HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les ordres de reversement et les certificats de réimputation en dépense ;
- les titres et bordereaux de titres de recettes, les réductions et bordereaux de réduction de titres, les certificats de réimputation en recette, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au recouvrement des recettes ;

- les factures et avoirs relatifs aux recettes de toute nature ;
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;
- les ordres de mission en France métropolitaine, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels ;
- les états de frais dans le cadre des réceptions et des missions ;
- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;
- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

**Art. 2.** - La délégation de signature est accordée pour l'administration :

- de l'abbaye de Cluny,
- du château de Ferney-Voltaire.

**Art. 3.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative, juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux et au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

**Décision n° DS IL Adm-10-2009-Gci du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle, dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision de nomination du 8 juin 2009 de M. Gérard Cieslik, en qualité d'administrateur du château d'Azay-le-Rideau et du cloître de la Psalette à Tours,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. Gérard Cieslik, en qualité d'administrateur, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695), à l'exclusion de l'acquisition de véhicules de service et de matériels informatiques :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur ou égal à 23 000 euros HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les ordres de reversement et les certificats de réimputation en dépense ;
- les titres et bordereaux de titres de recettes, les réductions et bordereaux de réduction de titres, les certificats de réimputation en recette, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au recouvrement des recettes ;
- les factures et avoirs relatifs aux recettes de toute nature ;
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;
- les ordres de mission en France métropolitaine, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels ;
- les états de frais dans le cadre des réceptions et des missions ;
- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;
- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre

à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

**Art. 2.** - La délégation de signature est accordée pour l'administration :

- du château d'Azay-le-Rideau,
- du cloître de la Psalette à Tours.

**Art. 3.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative, juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux et au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

**Décision n° DS IL Adm-11-2009-Ala du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle, dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision de nomination du 8 juin 2009 de M. Antoine Lataste, en qualité d'administrateur du château d'Angers,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. Antoine Lataste, en qualité d'administrateur, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695), à l'exclusion de l'acquisition de véhicules de service et de matériels informatiques :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur ou égal à 23 000 euros HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que



les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les ordres de reversement et les certificats de réimputation en dépense ;

- les titres et bordereaux de titres de recettes, les réductions et bordereaux de réduction de titres, les certificats de réimputation en recette, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au recouvrement des recettes ;

- les factures et avoirs relatifs aux recettes de toute nature ;

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;

- les ordres de mission en France métropolitaine, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels ;

- les états de frais dans le cadre des réceptions et des missions ;

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

**Art. 2.** - La délégation de signature est accordée pour l'administration :

- du château d'Angers.

**Art. 3.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative, juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux et au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

## **Décision n° DS IL Adm-12-2009-Vle du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle, dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision n° DS IL Adm-1-2009-VLe du 13 février 2009 portant délégation de signature du président à M<sup>me</sup> Véronique Legrand, en qualité d'administratrice de l'hôtel de Sade et du site archéologique de Glanum ;

Vu la décision de nomination du 31 juillet 2009 de M<sup>me</sup> Véronique Legrand, en qualité d'administratrice par interim de l'abbaye de Montmajour et du fort Saint-André,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009, l'article 2 de la décision n° DS IL Adm-1-2009-VLe du 13 février 2009 susvisée portant délégation de signature du président à M<sup>me</sup> Véronique Legrand est complété par :

« - l'abbaye de Montmajour,

- le fort Saint-André. ».

**Art. 2.** - Les autres articles de la décision n° DS IL Adm-1-2009-VLe du 13 février 2009 susvisée portant délégation de signature du président à M<sup>me</sup> Véronique Legrand demeurent inchangés.

**Art. 3.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative, juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux et au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

**Décision n° DS IL Adm-13-2009-Jba du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle, dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision n° DS IL Adm-1-2009-JBa du 13 février 2009 portant délégation de signature du président à M<sup>me</sup> Joëlle Barthez, en qualité d'administratrice de l'abbaye du Thoronet et de la place forte de Mont-Dauphin ;

Vu la décision de nomination du 31 juillet 2009 de M<sup>me</sup> Joëlle Barthez, en qualité d'administratrice par interim du château d'If,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009, l'article 2 de la décision n° DS IL Adm-1-2009-JBa du 13 février 2009 susvisée portant délégation de signature du président à M<sup>me</sup> Joëlle Barthez est complété par :

« - le château d'If. ».

**Art. 2.** - Les autres articles de la décision n° DS IL Adm-1-2009-JBa du 13 février 2009 susvisée portant délégation de signature du président à M<sup>me</sup> Joëlle Barthez demeurent inchangés.

**Art. 3.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative, juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux et au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

**Décision n° IL/DAJF-3-2009 du 24 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 25 mai 2009 portant réorganisation des services du siège du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 31 juillet 2009 portant nomination de M. Brice Cantin directeur administratif, juridique et financier,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. Brice Cantin, directeur administratif, juridique et financier, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur ou égal à 90 000 euros HT ;
- les autorisations de conduire les véhicules ;
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats administratifs relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;
- les états des frais de l'ensemble des agents du siège dans le cadre des ordres de mission ;
- les décisions de prise en charge de frais de déplacement de personnes extérieures à l'établissement ;
- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;
- les actes de liquidation, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes ;
- les notes au contrôleur financier.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Brice Cantin, délégation de signature est donnée à M. Sébastien de Palmaert, chef du département juridique, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;
- les actes de liquidation, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et

les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires.

**Art. 3.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Brice Cantin, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Christel Meyre, chef des services généraux, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;
- les états de frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission ;
- les actes de liquidation, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires.

**Art. 4.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Brice Cantin, délégation de signature est donnée à M. Philippe Casset, chef du département budgétaire et financier, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;
- les engagements comptables ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes ;
- les états des frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission ;
- les notes au contrôleur financier ;
- concernant les crédits gérés directement par le département budgétaire et financier ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France, les actes suivants :
  - . les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT,
  - . les actes de liquidation, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires.

**Art. 5.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Casset, délégation de signature est donnée à :

5.1 - M<sup>me</sup> Sandie Vogt, chef du bureau des recettes et du droit d'entrée, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;
- les engagements comptables ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- concernant les crédits gérés directement par le département budgétaire et financier ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des bâtiments de France, les actes suivants :

- . les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT,
- . les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires,
- . les états des frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission.

5.2 - M<sup>me</sup> Florence Boderiou, chef du bureau de contrôle et d'évaluation des ordonnancements, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;
- les engagements comptables ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- concernant les crédits gérés directement par le département budgétaire et financier ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des bâtiments de France, les actes suivants :
  - . les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT,

. les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires,

. les états des frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission.

5.3 - M. Lucien Mathey, chef du bureau du budget et des études, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;

- les engagements comptables ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- concernant les crédits gérés directement par le département budgétaire et financier ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des bâtiments de France, les actes suivants :

. les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT,

. les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires,

. les états des frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission.

**Art. 6.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Brice Cantin, délégation de signature est donnée à M. Thomas Pachot, responsable de la mission achat, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les commandes relatives aux marchés nationaux dont la mission des achats assure le pilotage, et dans la limite de 5 000 euros HT.

**Art. 7.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative, juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente

décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

### **Décision n° IL/DDE-3-2009 du 26 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 25 mai 2009 portant réorganisation des services du siège du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision n° IL/DDE-2009 du 1<sup>er</sup> juin 2009 portant délégation de signature du président ;

Vu la décision n° IL/DDE-2-2009 du 31 juillet 2009 portant délégation de signature du président à M<sup>me</sup> Sophie Ferreira Le Morvan,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Nathalie Jacquet, délégation de signature est donnée à M. Bourgueil Georges, responsable de la librairie du patrimoine de l'hôtel de Sully, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 11 000 euros HT ;

- les actes de liquidation, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires.

**Art. 2.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative, juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

## Décision n° IL/DMO-3-2009 du 26 août 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;  
Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;  
Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;  
Vu la décision du 25 mai 2009 portant réorganisation des services du siège du Centre des monuments nationaux ;  
Vu la décision du 1<sup>er</sup> juin 2009 portant nomination de M. Jean-Christophe Simon, directeur de la maîtrise d'ouvrage ;  
Vu la décision n° IL/DMO-2009 du 1<sup>er</sup> juin 2009 portant délégation de signature du président à M. Jean-Christophe Simon ;  
Vu la décision n° IL/DMO-2-2009 du 20 juillet 2009 portant délégation de signature du président à M. Jean-Christophe Simon,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 4 de la décision n° IL/DMO-2-2009 du 20 juillet 2009 susvisée, portant délégation de signature du président à M. Jean-Christophe Simon est complété par l'alinéa suivant :

« - les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ».

**Art. 2.** - Les autres articles de la décision n° IL/DMO-2-2009 du 20 juillet 2009 susvisée, portant délégation de signature du président à M. Jean-Christophe Simon demeurent inchangés.

**Art. 3.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative, juridique et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

## CINÉMATOGRAPHIE

### Décision du 16 juillet 2009 portant nomination au comité d'experts prévu à l'article 7 du décret n° 2006-324 du 20 mars 2006 relatif au soutien financier aux industries techniques de la cinématographie et de l'audiovisuel.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,

Vu le décret n° 2006-324 du 20 mars 2006 modifié relatif au soutien financier aux industries techniques de la cinématographie et de l'audiovisuel et à l'innovation technologique dans le domaine des arts et industries de l'image animée, notamment son article 7 ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2006 modifié fixant la composition ainsi que les modalités d'organisation et de fonctionnement du comité d'experts prévu à l'article 7 du décret n° 2006-324 du 20 mars 2006 relatif au soutien financier aux industries techniques de la cinématographie et de l'audiovisuel et à l'innovation technologique dans le domaine des arts et industries de l'image animée,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés, jusqu'au 31 décembre 2010, membres du comité d'experts prévu à l'article 7 du décret du 20 mars 2006 susvisé :

\* En qualité de président : M. Christian Guillon

\* Au titre des personnalités qualifiées :

- M. Denis Auboyer
- M<sup>me</sup> Chantal Barry
- M. Daniel Borenstein
- M. Rémi Darnis
- M. Gérard Dassonville
- M<sup>me</sup> Annie Dautane
- M. Christian Lurin
- M. Étienne Mathis
- M. Nicolas Pollacchi

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national de la cinématographie.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,  
Véronique Cayla

**Décision du 21 juillet 2009 portant nomination à la commission prévue à l'article 26 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.**

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,

Vu le Code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu l'arrêté du 22 mars 1999 modifié pris pour l'application des dispositions du chapitre II du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier automatique à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés, pour une durée de deux ans, membres de la commission prévue à l'article 26 du décret du 24 février 1999 susvisé :

En qualité de président :

- M. Frédéric Brillion

En qualité de représentants des entreprises de production :

\* Union des producteurs de films :

- M. Louis Becker, membre titulaire

- M. Patrice Ledoux, membre suppléant

- M. Stéphane Marsil, membre titulaire

- M<sup>me</sup> Anne-Dominique Toussaint, membre suppléant

\* Syndicat des producteurs indépendants :

- M. Patrick Sobelman, membre titulaire

- M. Antoine Rein, membre suppléant

- M. Grégoire Sorlat, membre titulaire

- M. Denis Freyd, membre suppléant

\* Association des producteurs de cinéma :

- M. Jean Cottin, membre titulaire

- M. Jean-Pierre Ramsay-Lévy, membre suppléant

- M. Édouard Weil, membre titulaire

- M. Pierre Javaux, membre suppléant

\* Association des producteurs indépendants :

- M. Alain Sussfeld, membre titulaire

- M. Marc Lacan, membre suppléant

En qualité de représentants des entreprises de distribution :

- M. Victor Hadida, membre titulaire

En qualité de représentants des industries techniques :

- M. Frédéric André, membre titulaire

- M. Hervé Chateauneuf, membre suppléant

- M. Pascal Becu, membre titulaire

- M. Angelo Cosimano, membre suppléant

En qualité de représentants des directeurs de production :

- M. Philippe Desmoulins, membre titulaire

- M. Philippe Schwartz, membre suppléant

En qualité de représentants des directeurs de la photographie :

- M. Stéphane Pozderec, membre titulaire

- M. Jean-Jacques Rochut, membre suppléant

En qualité de représentants des salariés de la production :

- M. Jean-Pierre Bazerolle, membre titulaire

- M. Dominique Robert, membre suppléant

- M. Laurent Blois, membre titulaire

- M<sup>me</sup> Éva Feigeles, membre suppléant

En qualité de représentants des réalisateurs :

- M<sup>me</sup> Dominique Crèveœur, membre titulaire

- M. Michel Ferry, membre suppléant

- M<sup>me</sup> Isabelle Gély, membre titulaire

- M. Frédéric Andréi, membre suppléant

En qualité de représentants des auteurs :

- M. Anthony Delnomdedieu, membre titulaire

- M. Pascal Rogard, membre suppléant

En qualité de représentants des artistes-interprètes :

- M<sup>me</sup> Catherine Alméras, membre titulaire

- M<sup>me</sup> Catherine Chevallier, membre suppléant

- M. René Fontanarava, membre titulaire

En qualité de personnalité qualifiée au titre de son activité de réalisation et de production :

- M. Gérard Krawczyk, membre titulaire

- M<sup>me</sup> Florence Gastaud, membre suppléant

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national de la cinématographie.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,  
Véronique Cayla

**Décision du 12 août 2009 portant nomination du président à la commission prévue à l'article 57 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.**

La présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée, notamment ses articles L. 111-2 et L. 311-1 ;

Vu le décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu l'arrêté du 22 mars 1999 modifié pris pour l'application du chapitre III du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée ;

Vu la décision du 24 décembre 2008 portant nomination du président, des vice-présidents et des membres de la commission prévue à l'article 57 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Florence Malraux est nommée, pour la durée du mandat restant à courir, présidente de la commission prévue à l'article 57 du décret du 24 février 1999 susvisé.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

La présidente du Centre national du cinéma  
et de l'image animée,  
Véronique Cayla

---

## GRAND PALAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES

**Délibération n° 2007/6 du 27 juin 2007 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.**

Le conseil d'administration de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, réuni le 27 juin 2007,

Vu le décret n° 2007-97, en date du 25 janvier 2007, portant création de l'établissement public du Grand

Palais des Champs-Élysées, et notamment son article 13,

Approuve la délibération suivante :

### Article unique

Le président de l'établissement public reçoit délégation, pour exercer au nom du conseil d'administration de l'établissement public, les attributions suivantes :

- la délivrance des concessions ainsi que des autorisations d'occupation et/ou d'exploitation, sur le domaine dont l'établissement public est doté, dans la limite d'une durée de trois mois ;
- l'acceptation ou le refus des dons et legs, dans la limite d'un montant maximum de 100 000 euros par don ou par legs ;
- le droit d'ester en justice au nom de l'établissement public et d'assurer la défense de l'établissement public dans tout contentieux, devant tout type de juridiction ;
- la conclusion des transactions, dans la limite d'un montant de 100 000 euros par transaction.

Le président du conseil d'administration,  
Yves Saint-Geours

**Décision n° 2007-02 du 1<sup>er</sup> juillet 2007 portant délégation de signature à l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.**

Le président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées,

Vu le décret n° 2007-97 du 25 janvier 2007 portant création de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, et notamment ses articles 7, 15 et 16 ;

Vu le décret du 22 février 2007 portant nomination de M. Yves Saint-Geours en qualité de président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées ;

Vu l'arrêté du 27 mars 2007 portant nomination de M. Sébastien de Gasquet en qualité de secrétaire général de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées ;

Vu la délibération n° 2007/6 du conseil d'administration de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées du 27 juin 2007 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation permanente est donnée à M. Sébastien de Gasquet, secrétaire général de l'établissement public, à l'effet de signer, au nom du

président de l'établissement public, tous actes, décisions, marchés et conventions d'occupation, ainsi que toutes pièces justificatives comptables, dans la limite d'un montant inférieur à 30 000 euros.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Saint-Geours, M. Sébastien de Gasquet, secrétaire général de l'établissement public, est autorisé à signer, au nom du président de l'établissement public, tous actes, décisions et conventions relevant des attributions du président, telles que fixées à l'article 15 du décret n° 2007-97 du 25 janvier 2007 portant création de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, à l'exclusion de celles fixées aux alinéas 1 et 4 de cet article.

**Art. 3.** - Le secrétaire général de l'établissement public est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président de l'établissement public du Grand Palais  
des Champs-Élysées,  
Yves Saint-Geours

**Délibération n° 2008/14 du 24 septembre 2008  
portant délégation de pouvoir au président de  
l'établissement public du Grand Palais des  
Champs-Élysées.**

Le conseil d'administration de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, réuni le 24 septembre 2008,

Vu le décret n° 2007-97, en date du 25 janvier 2007, portant création de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, et notamment son article 13,

Approuve la délibération suivante :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le président de l'établissement public reçoit délégation pour exercer, au nom de l'établissement public, les attributions suivantes : la conclusion et la signature des conventions de mécénat ou de partenariat dont l'objet est relatif à l'ensemble immobilier du Grand Palais ou aux activités de l'établissement public dans cet ensemble immobilier.

**Art. 2.** - Le président de l'établissement public rendra compte au conseil de la passation de toute convention de mécénat ou de partenariat, lors de la séance suivant la signature de celle-ci.

**Art. 3.** - Le président et l'agent comptable de l'établissement public sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le président du conseil d'administration,  
Yves Saint-Geours

**Délibération n° 2008/18 du 10 décembre 2008  
portant modification du cahier des procédures  
d'achat de l'établissement public du Grand Palais  
des Champs-Élysées.**

Le conseil d'administration de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, réuni le 10 décembre 2008,

Vu le décret n° 2007-97, en date du 25 janvier 2007, portant création de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, et notamment son article 13 ;

Vu la délibération n° 2007/14 en date du 12 décembre 2007,

Approuve la délibération suivante :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est approuvé par le conseil d'administration le cahier des procédures d'achat de l'établissement public, tel que modifié par la présente délibération et tel que figurant en annexe. Les procédures devant être mises en œuvre pour la passation des marchés de l'établissement public, lorsque le montant des achats ou commandes de l'établissement public est supérieur aux différents seuils communautaires (206 000 euros HT pour les marchés de fournitures et de services ; 5 150 000 euros HT pour les marchés de travaux), doivent respecter les règles fixées à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 et au décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005.

Les procédures devant être mises en œuvre pour la passation des marchés de l'établissement public, lorsque le montant des achats ou commandes de l'établissement public est inférieur aux différents seuils communautaires, sont fixées au cahier des procédures d'achat de l'établissement public qui est joint en annexe à la présente délibération.

**Art. 2.** - La délibération n° 2007/14 est abrogée.

Le président du conseil d'administration,  
Yves Saint-Geours

**Annexe**

**Cahier des procédures d'achat - marchés**

En application de l'ordonnance n° 2005-649, en date du 6 juin 2005, et du décret d'application n° 2005-1742, en date du 30 décembre 2005, l'EPGPCE doit respecter une procédure réglementée lors de la passation d'un marché.

Cette procédure concerne tout contrat qui est conclu à titre onéreux avec une personne publique ou privée, et qui est destiné à répondre à un besoin en matière de travaux, de biens ou de services.



Toute commande de ce type, quel que soit son montant, est un marché et doit respecter les principes de base de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

La forme de la procédure peut varier : en dessous d'un certain seuil, elle relève d'une procédure librement définie par l'établissement public au présent cahier des procédures d'achat et appelée « procédure adaptée » ; au dessus des seuils communautaires, elle doit respecter un cadre plus formel défini par l'ordonnance et le décret précités, qui est rappelé dans le présent cahier des procédures d'achat.

Tous les marchés doivent être passés sous forme écrite.

Par ailleurs, en application de l'arrêté du 2 mai 2007, fixant les modalités du contrôle économique et financier de l'État sur l'établissement public, et de la décision de la mission de contrôle, les projets de marché sont soumis à la procédure du visa préalable du contrôleur financier auprès de l'établissement public, dès lors que l'engagement juridique correspondant est supérieur à 350 000 euros.

Le contrôleur financier dispose d'un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception des projets de marché pour faire connaître son avis. En l'absence de réponse de sa part, à l'expiration de ce délai, son avis est réputé rendu. Toute demande de renseignement complémentaire du contrôleur suspend le délai (article 6 de l'arrêté du 2 mai 2007).

Lorsque l'établissement public décide de ne pas suivre l'avis du contrôleur, il doit l'en informer ainsi que les ministres chargés du budget et de la culture.

*Nota bene* d'une grande importance : le montant d'un marché (qui est le critère distinctif de la procédure à appliquer) doit être calculé de la façon suivante :

\* En ce qui concerne les travaux, sont prises en compte pour la détermination du seuil de 5 150 000 euros, la valeur globale des travaux se rapportant à une opération portant sur un ouvrage ou plusieurs ouvrages ainsi que la valeur des biens et services (études) nécessaires à leur réalisation. Il y a opération de travaux

lorsque le pouvoir adjudicateur prend la décision de mettre en œuvre, dans une période de temps et de périmètre délimités, un ensemble de travaux caractérisés par son unité fonctionnelle, économique ou technique (article 11 du décret du 30 décembre 2005). L'établissement public ne peut pas se soustraire à ce mode de calcul en scindant ses achats.

Cependant, pour les opérations de travaux, lorsque les travaux n'ont pu être estimés, les marchés de prestations intellectuelles préalables sont passés avec les seuils correspondant aux marchés de services.

De la même façon, lorsque les travaux font l'objet d'un allotissement c'est le montant de la totalité des lots qui est pris en compte pour la détermination de la procédure à appliquer. Font exception à cette règle, dès lors que le montant cumulé de ces lots ne dépasse pas 20 % de la valeur de la totalité des lots, les marchés allottis.

\* En ce qui concerne les biens et services, la détermination du seuil de 206 000 euros est la suivante : est prise en compte, pour la détermination du seuil, la valeur globale des marchés de biens ou de services qui peuvent être considérés comme homogènes en raison de leur spécificité, ou en raison de leur appartenance à une unité fonctionnelle (décret du 30 décembre 2005).

Pour les marchés à bons de commande, la valeur à prendre en compte pour le calcul de seuil est le montant maximum du marché.

Les petites commandes inférieures à 500 euros HT donneront lieu à une commande verbale et à une facturation avec certification du service fait.

### **I - Procédure dite « adaptée »**

Les marchés relevant de la procédure adaptée sont les marchés de biens, d'études et de services qui ne dépassent pas le montant de 206 000 euros HT, ainsi que les marchés de travaux qui ne dépassent pas le montant de 5 150 000 euros HT.

Selon le montant du marché, s'appliqueront deux régimes distincts, le régime de la procédure adaptée n° 1 et le régime de la procédure adaptée n° 2.

<b>Biens, études et services</b>	<b>Travaux</b>
- procédure adaptée n° 1 : entre 1 euro et 30 000 euros HT.	- procédure adaptée n° 1 : entre 1 euro et 135 000 euros HT.
- procédure adaptée n° 2 : entre 30 001 euros HT et 206 000 euros HT.	- procédure adaptée n° 2 : entre 135 001 euros HT et 5 150 000 euros HT.

**A - Régime de la procédure adaptée n° 1**

La procédure adaptée n° 1 donne lieu à l'application des règles suivantes :

Publicité	Pas de cadre formel ; le service est libre de réaliser un avis de publicité, s'il l'estime nécessaire à ses besoins.
Recensement	Une consultation des entreprises du secteur concerné est obligatoire. - Cette consultation doit être effectuée par écrit à partir de 5 000 euros HT. Un délai minimum de 8 jours est recommandé entre l'envoi de la lettre de recensement de l'EPGPCE et la réception des offres. Les critères de choix des offres sont portés à la connaissance des candidats. - Au dessous de 5 000 euros HT, une simple consultation orale est suffisante.
Justification du choix de l'offre	- Décision motivée par écrit, par la personne responsable de la passation du marché, à partir de 5 000 euros HT. (devis des autres entreprises consultées joints à la décision).
Contrôle financier	Pas d'avis préalable. Transmission du marché signé au contrôle pour information.
Forme du marché	Bon de commande (selon modèle-type).
Notification du marché	Obligatoire par écrit ou contreseing sur le bon de commande. Information des candidats non retenus.

**B - Régime de la procédure adaptée n° 2**

La procédure adaptée n° 2 donne lieu à l'application des règles suivantes :

Publicité	- Au-dessous de 135 000 euros HT, avis de marché sur le site Grand Palais. Si nécessaire, un avis peut être passé dans un support de presse professionnel. - Au-dessus de 135 000 euros HT, parution obligatoire d'un avis dans le <i>BOAMP</i> ou dans un journal d'annonces légales.
Recensement	Le délai de réception des offres est au minimum de 10 jours (sauf urgence impérieuse ou cas exceptionnel). Durée conseillée : 15 jours. Au dessus de 135 000 euros HT, délai minimum porté à 21 jours. Durée conseillée : 30 jours. Les critères de choix des offres sont mentionnés dans l'avis et dans les documents adressés aux candidats.
Justification du choix de l'offre	Rédaction par le service d'un rapport de présentation pour motiver le choix de la procédure et établir l'analyse des offres reçues. Présentation des offres devant la commission interne des marchés de l'EPGPCE et proposition de choix par la commission. Attribution du marché par décision du président de l'établissement public.
Contrôle financier	Procédure d'avis préalable du contrôleur, si nécessaire.
Forme du marché	Marché (acte d'engagement + cahier des charges). Le candidat doit fournir un acte d'engagement : il s'agit d'une pièce signée par le candidat dans laquelle il présente son offre ou sa proposition et adhère aux clauses que la personne publique a rédigées.
Notification du marché	Obligatoire par courrier AR. Courrier à tous les candidats ayant présenté une offre pour leur indiquer que leur offre n'est pas retenue.

## II - Régime de la procédure communautaire

Au-delà de 206 000 euros HT, pour les biens et les services, et de 5 150 000 euros HT, pour les travaux, la procédure est plus formalisée et décrite avec précision dans les textes précités ; elle doit impérativement être respectée. Le secrétariat général fournira les précisions nécessaires aux services lors de la mise en œuvre de cette procédure qui ne concernera que très peu des marchés passés par l'établissement public et dont les grandes lignes sont indiquées ci-dessous.

Lorsque les seuils précités sont atteints, l'établissement public peut recourir soit à l'appel d'offres, soit à la procédure négociée avec publicité et mise en concurrence préalable, soit à la procédure du dialogue compétitif, soit à la procédure du concours.

### A - Choix de la procédure

#### A.1 - Appel d'offres

L'appel d'offres est « la procédure par laquelle la personne publique choisit l'attributaire, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats ».

L'appel d'offres peut être ouvert ou restreint, au choix de la personne responsable du marché ; dans l'appel d'offres restreint, seuls peuvent remettre des offres les opérateurs qui y ont été autorisés après sélection.

#### A.2 - Procédure négociée

C'est une procédure autorisant la négociation des conditions du marché avec un ou plusieurs opérateurs économiques préalablement sélectionnés. Elle peut être

passée avec ou sans publicité préalable et, en l'absence de publicité, avec ou sans mise en concurrence. Il ne peut être passé de procédure négociée que dans certains cas bien définis aux textes précités.

#### A.3 - Dialogue compétitif

Le dialogue compétitif est une procédure de dialogue avec les candidats admis à y participer, en vue de définir une ou plusieurs solutions susceptibles de répondre à ses besoins et sur la base desquelles les participants au dialogue seront invités à soumettre une offre.

#### A.4 - Concours

C'est la procédure classique qui permet, après mise en concurrence et avis du jury, de choisir sur plan ou sur projet un lauréat puis de lui attribuer un marché.

#### A.5 - Allotissement

Sauf si l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes, la personne publique doit passer le marché en lots séparés. Les candidatures et les offres sont alors examinées lot par lot (la passation d'un marché global doit rester l'exception et pouvoir être justifiée).

### B - Publicité - recensement

La mise en concurrence donne lieu à la publication d'un avis d'appel à concurrence, qui est adressé pour publication au *Journal officiel de l'Union européenne* (avis conforme au modèle européen).

Les délais indiqués ci-dessous s'appliquent aux marchés de la procédure communautaire :

Procédures	Délais
Appel d'offres ouvert	Au moins 52 jours Ramené à 22 jours lorsqu'un avis de pré-information a été publié
Appel d'offres restreint	a) Réception des candidatures Au moins 37 jours Délai pouvant être ramené à 30 jours en cas de publication par voie électronique. Délai pouvant être ramené à 15 jours en cas d'urgence ne résultant pas du comportement de la personne publique (10 jours si l'avis a été envoyé par voie électronique) b) Réception des offres Au moins 40 jours Ramené à 22 jours lorsqu'un avis de pré-information a été publié Les délais peuvent être ramenés à 10 jours en cas d'urgence ne résultant pas du comportement de la personne publique
Procédure négociée	Réception des candidatures Pas moins de 37 jours Réception des offres Librement fixé par le pouvoir adjudicateur
Dialogue compétitif	Pas moins de 37 jours pour la réception des candidatures (30 jours si l'avis a été envoyé par voie électronique). Une fois le dialogue clos, pas moins de 15 jours pour la réception des offres
Concours	Les délais de réception des candidatures et des offres sont ceux de l'appel d'offres

Les candidatures et les offres peuvent en principe être communiquées à la personne publique par voie électronique dans des conditions définies par arrêté du 28 août 2006.

Dans le cadre d'un marché passé avec une procédure formalisée, la personne publique ne peut refuser de recevoir les offres et/ou candidatures par voie électronique (le certificat de signature électronique doit alors répondre aux conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie du 28 août 2006).

### **C - Choix du titulaire**

Les dossiers de candidature incomplets peuvent être écartés. Les candidats peuvent être autorisés à compléter leur dossier et à fournir les documents manquants dans un délai maximum de 10 jours. Cette possibilité ne s'applique qu'au stade des candidatures et non au stade des offres.

Lorsque la procédure de sélection est achevée, l'établissement public établit un rapport de présentation.

Le but de la sélection est de retenir « l'offre économiquement la plus avantageuse », en se fondant sur divers critères, parmi lesquels, par exemple, la qualité, le prix, la valeur technique, la date de livraison ou le délai d'exécution. Tout autre critère peut être utilisé s'il est justifié par l'objet du marché. Si compte tenu de l'objet du marché, un seul critère est retenu, ce critère doit être le prix.

Les critères retenus pour le choix final du titulaire doivent avoir été précisés dans l'avis d'appel public à la concurrence ou, à défaut, dans le règlement de consultation.

Lorsqu'une entreprise a été déclarée attributaire du marché, le marché lui est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les autres soumissionnaires sont avertis par courrier du rejet de leurs offres.

### **III - Commission interne des marchés**

Cette commission à caractère consultatif a pour fonction d'émettre un avis sur la passation des marchés relevant de la procédure adaptée n° 2.

Elle émet un avis sur :

- la pertinence des besoins objet du marché ;
- la procédure choisie ;
- le déroulement de la procédure au regard des règles édictées par l'établissement public ;
- les conclusions du rapport de présentation du marché établissant la liste des candidats et le choix préconisé par le service ;

- le cas échéant, toute déclaration de marché infructueux.

Sa composition est la suivante :

\* Membres à voix délibérative :

- le secrétaire général de l'établissement public, président de la commission, ou son représentant ;
- le chargé des affaires juridiques ;
- le responsable des affaires administratives et financières ;
- le directeur en charge du projet de marché présenté.

\* Membres à voix consultative :

- le contrôleur financier auprès de l'établissement public, ou son représentant ;
- l'agent comptable de l'établissement public, ou son représentant.

La commission est convoquée par le secrétaire général. Les réunions de la commission font l'objet d'un procès-verbal. Les membres de la commission reçoivent, avant la réunion, les rapports de présentation établis par le service ayant conduit la procédure.

Le directeur du service concerné par la passation du marché, ou son représentant, présente à la commission les résultats de la procédure et les propositions quant à l'attribution du marché. Le rapport est joint au procès-verbal.

La commission émet un avis sur la procédure retenue et sur les conclusions du rapport de présentation et le communique au président de l'établissement public, lequel est seul responsable du choix de l'offre retenue.

### **IV - Commission d'appel d'offres**

Cette commission à caractère consultatif a pour fonction d'émettre un avis sur la passation des marchés relevant de la procédure communautaire et qui ont fait l'objet d'un appel d'offres ouvert ou restreint.

Elle se réunit en cas d'appel d'offres ouvert, à l'issue de la phase de mise en concurrence et de réception des offres, et en cas d'appel d'offres restreint, à l'issue de la phase de réception des candidatures, puis à l'issue de la phase de réception des offres.

Elle émet un avis sur :

- la pertinence des besoins objet du marché ;
- la procédure choisie ;
- le déroulement de la procédure au regard des règles édictées par l'ordonnance du 6 juin 2005 et le décret d'application du 30 décembre 2005 ;

lors de l'examen des candidatures, sur :

- la régularité de la procédure ;

- le nombre et le choix des candidats pour la phase d'appel d'offres ;

lors de l'examen des offres, sur :

- les conclusions du rapport de présentation du marché établissant la liste des candidats et le choix préconisé par le service ;

- le cas échéant, toute déclaration de marché infructueux ;

- le cas échéant, tout projet d'avenant à un marché en cours.

Lors de l'examen des candidatures et/ou des offres, la commission procède à l'ouverture des plis en séance.

Sa composition est la suivante :

\* Membres à voix délibérative :

- le secrétaire général de l'établissement public, président de la commission, ou son représentant ;

- le chargé des affaires juridiques, secrétaire de la commission ;

- le responsable des affaires administratives et financières ;

- le directeur en charge du projet de marché présenté.

\* Membres à voix consultative :

- le contrôleur financier auprès de l'établissement public, ou son représentant ;

- l'agent comptable de l'établissement public, ou son représentant.

La commission est convoquée par le secrétaire général. Les réunions de la commission font l'objet d'un procès-verbal.

Pour l'examen des offres, les membres de la commission reçoivent, avant la réunion, les documents suivants :

- l'ordre du jour accompagnant la convocation ;

- le(s) projet(s) de marché qui feront l'objet des délibérations accompagné(s), chacun, du rapport de présentation et d'analyse établi par le service ayant conduit la procédure.

Pour l'examen des candidatures, les membres de la commission reçoivent, avant la réunion, les documents suivants : l'ordre du jour accompagnant la convocation et le dossier de consultation (courriers, avis et règlement s'il y a lieu).

Le directeur du service concerné par la passation du marché, ou son représentant, présente à la commission les résultats de la procédure et les propositions quant à l'attribution du marché. Le rapport est joint au procès-verbal.

La commission émet un avis sur les conclusions du rapport de présentation et d'analyse portant sur le choix des offres et, le cas échéant, sur tout fait lié à la procédure d'attribution en cours. L'avis de la commission est communiqué au président de l'établissement public, lequel est seul responsable du choix de l'offre retenue.

## **V - Recensement**

Les modalités de sa mise en œuvre sont fixées par l'article 84 du Code des marchés publics qui dispose que « *le pouvoir adjudicateur établit des fiches statistiques sur les marchés qu'il passe et les transmet aux services compétents de l'État, dans des conditions définies par décret* ».

Cette obligation a été étendue à tous les contrats passés par les personnes publiques soumises à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005, et concerne donc l'établissement public.

Le décret du 28 août 2006, l'arrêté ministériel du 11 décembre 2006, publié le 19 décembre 2006, et l'arrêté ministériel du 22 octobre 2007, publié le 31 octobre 2007, définissent le cadre réglementaire du recensement économique des achats publics.

Un numéro d'identification doit être attribué à chaque marché signé, comportant au plus 18 caractères :

- l'année de lancement de la procédure ;

- les caractères 5 à 14 correspondant au numéro d'ordre interne de l'établissement (fichier d'attribution géré par le secrétariat général) ;

- le cas échéant, pour la passation d'un avenant, les caractères 15 et 16 ;

- le cas échéant, pour la sous-traitance, les caractères 17 à 18.

Une fiche de recensement « Modèle conforme au Code des marchés 2006 » doit être remplie, pour chaque marché d'un montant supérieur à 90 000 euros HT. Elle est adressée à l'agent comptable.

## **Décision n° 2009-8 du 28 mai 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.**

Le président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées,

Vu le décret n° 2007-97 en date du 25 janvier 2007, portant création de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées (EPGPCE), et notamment ses articles 7, 15 et 16 ;

Vu le décret du 22 février 2007 portant nomination de M. Yves Saint-Geours en qualité de président de l'EPGPCE ;

Vu la délibération n° 2007/6 du conseil d'administration de l'EPGPCE du 27 juin 2007 portant délégation de pouvoir au président de l'EPGPCE,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation est donnée à M<sup>me</sup> Marjorie Lecointre, directrice de la communication, du mécénat et des partenariats, M. François Belfort, directeur des manifestations et des événements et M. Luc Liogier, directeur de la maîtrise d'ouvrage, à l'effet de signer, dans les limites de leurs attributions, les actes suivants :

- la certification du service fait ;
- la délivrance d'attestations diverses, et de certificats administratifs.

**Art. 2.** - Délégation est donnée à M. Jean-Michel Marnières, conseiller juridique, M. Guillaume Robigault, responsable des affaires administratives et des ressources humaines et M. Baptiste Mignot, chargé de gestion administrative et financière, à l'effet de certifier conforme les copies de tous documents relatifs à l'EPGPCE.

**Art. 3.** - Délégation est donnée à M. Guillaume Robigault, responsable des affaires administratives et des ressources humaines, à l'effet de signer les actes suivants, dans les limites de ses attributions :

- les déclarations sociales et fiscales de toutes natures et sur toute forme de support existant ;
- les courriers à destination des administrations fiscales et sociales ;
- les notes et courriers à destinations des agents de l'EPGPCE.

**Art. 4.** - En cas d'empêchement ou d'absence de M. Sébastien de Gasquet, délégation est donnée à M. Guillaume Robigault, responsable des affaires administratives et des ressources humaines, à l'effet de certifier le service fait et de signer les

bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 5 000 euros HT.

**Art. 5.** - Le secrétaire général de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président de l'établissement public du Grand Palais  
des Champs-Élysées,  
Yves Saint-Geours

## LIVRE ET LECTURE

### Décision du 31 août 2009 portant attribution du label de librairie indépendante de référence.

Le ministre de la Culture et de la Communication, sur le rapport du président du Centre national du livre,

Vu le Code général des impôts, notamment son article 1464-I ;

Vu le décret n° 2009-395 du 8 avril 2009 relatif au label de librairie indépendante de référence ;

Vu l'avis de la commission instituée à l'article 3 du décret n° 2009-395 du 8 avril 2009 en date du 26 juin 2009,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le label de librairie indépendante de référence est attribué, conformément à l'article 2 du décret du 8 avril 2009 susvisé, aux établissements de librairie dont la liste figure en annexe à la présente décision.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Frédéric Mitterrand

(annexe pages suivantes)

## Annexe

## Librairie indépendante de référence - liste des établissements labellisés en 2009

Région	Dpt	Cp	Ville	Établissement	Adresse	N° Siret
Alsace	67	67500	Haguenau	Maison de la Presse	27 Grand Rue	33087202900013
Alsace	67	67400	Illkirch Graffenstaden	Ill aux Trésors	172 route de Lyon	45047522300019
Alsace	67	67210	Obernai	Le Libr'air	14 rue Dietrich	37874280300034
Alsace	67	67300	Schiltigheim	Totem	36 Rue principale	45249886800010
Alsace	67	67600	Sélestat	Pleine Page	13 rue Sainte-Barbe	34431242600010
Alsace	67	67600	Sélestat	Wachenheim	3 rue des Clefs	31901116900012
Alsace	67	67000	Strasbourg	Brogie	23 place Brogie	43430135400016
Alsace	67	67000	Strasbourg	La Bouquinette	28 rue des Juifs	31158610100033
Alsace	67	67000	Strasbourg	La Parenthèse	85 route de la Wantzenau	44821132600013
Alsace	67	67000	Strasbourg	Quai des Brumes	35 quai des Bateliers	32916548400034
Alsace	68	68000	Colmar	Hartmann	24 Grande Rue	91582130000018
Alsace	68	68100	Mulhouse	Bisey	35 place de la Réunion	45317959000014
Aquitaine	24	24100	Bergerac	Montaigne	6 place des deux Conils	58198061200054
Aquitaine	24	24000	Périgueux	La Mandragore	21 rue Limogeanne	30918078400022
Aquitaine	24	24000	Périgueux	Marbot	21 cours Montaigne	58198061200013
Aquitaine	24	24200	Sarlat-la-Canéda	Majuscule	43 rue de la République	32667761400017
Aquitaine	33	33120	Arcachon	La Librairie Générale	49 cours Lamarque de Plaisance	34289351800015
Aquitaine	33	33000	Bordeaux	La Machine à Lire	8 place du Parlement	33100517300033
Aquitaine	33	33000	Bordeaux	Mollat	15 rue Vital Carles	38479883100010
Aquitaine	33	33170	Gradignan	L'espace Livre	100 cours du Général de Gaulle	32342287300022
Aquitaine	33	33500	Libourne	Formatlivre	49 rue Montesquieu	37930921400037
Aquitaine	33	33400	Talence	Georges	300 cours de la Libération	46620145600038
Aquitaine	40	40600	Biscarrosse	La Veillée	171 rue de la Poste	47840413000013
Aquitaine	40	40100	Dax	Campus	10 rue du Mirailh	35229121500015
Aquitaine	47	47000	Agen	BD Bulle	32 rue Garonne	47936189100027
Aquitaine	47	47000	Agen	Martin Delbert	85 Bd de la République	2622007900011
Aquitaine	64	64100	Bayonne	Darrieumerlou	2 place du Réduit	37780345700029
Aquitaine	64	64100	Bayonne	La Rue en Pente	29 rue Poissonnerie	31908756500010
Aquitaine	64	64400	Oloron Sainte-Marie	La Petite Librairie	16 rue de la Cathédrale	42454678600023
Aquitaine	64	64000	Pau	Bachi Bouzouk !	11 Rue Latapie	44977212800012
Aquitaine	64	64000	Pau	Tonnet	3 bis place Marguerite-Laborde	32137570100018
Auvergne	3	3100	Montluçon	Le Talon d'Achille	8 place Notre-Dame	33367709400026
Auvergne	3	3100	Montluçon	Point Virgule	6 rue Bretonnie	49883447200017
Auvergne	3	3200	Vichy	À La Page	5 rue Sornin	49521223500016
Auvergne	3	3200	Vichy	La Grande Librairie	17 rue Burnol	34341528700022
Auvergne	15	15000	Aurillac	Point-Virgule	14 rue des Carmes	33110890200031
Auvergne	43	43000	Le Puy-en-Velay	Chat Perché	24 rue Saint-Jacques	42025255300011
Auvergne	43	43000	Le Puy-en-Velay	Siloe Jeanne D'Arc	18 rue Chaussade	41096050400018
Auvergne	63	63000	Clermont-Ferrand	Esprit BD	4 bis rue Saint-Esprit	41116967500013
Auvergne	63	63000	Clermont-Ferrand	Papageno	9 rue Saint-Herem	41796395600012
Basse-Normandie	14	14000	Caen	Au Brouillon de Culture	29 rue Saint-Sauveur	35167204300012
Basse-Normandie	14	14000	Caen	Hémisphères	15 rue des Croisiers	49215747400015
Basse-Normandie	14	14000	Caen	Le Cheval Crayon	43 rue Froide	49274147500015
Basse-Normandie	14	14000	Caen	Librairie de l'Université	110 rue de Geole	35167204300038
Basse-Normandie	14	14000	Caen	Publica	44 rue St-Jean	41844791800024
Basse-Normandie	14	14000	Caen	Univers BD	18 rue Froide	40960889000011
Basse-Normandie	14	14100	Lisieux	Joie de Connaître	24 place de la République	62695013300019
Basse-Normandie	50	50100	Cherbourg	Ryst	16 rue Grande Rue	41756320200015
Basse-Normandie	50	50400	Granville	L'Encre Bleue	16 rue Saint-Sauveur	43838865400016
Basse-Normandie	61	61000	Alençon	Le Passage	8 rue du Bercail	32425118000083
Basse-Normandie	61	61400	Mortagne-au-Perche	Majuscule	48 place du Général de Gaulle	42289667000011
Basse-Normandie	61	61500	Sées	L'Oiseau Lyre	24 rue Billy	33818668700020
Bourgogne	21	21000	Dijon	Grangier	14 rue du Château	42901098600017
Bourgogne	58	58000	Nevers	Gens de la Lune	7 rue du Pont Cizeau	30453059500038
Bourgogne	71	71100	Chalon-sur-Saône	La Mandragore	3 rue des Tonneliers	31647208300021

Bourgogne	71	71200	Le Creusot	Plein Ciel	32 rue du Maréchal Leclerc	34365239200014
Bourgogne	71	71000	Macon	Le Cadran Lunaire	27 rue Franche	40313757300016
Bourgogne	89	89200	Avallon	Voillot	42 Grande Rue	34461963000017
Bourgogne	89	89130	Toucy	Jofac	10 rue Paul Bert	40040912400015
Bretagne	22	22100	Dinan	Le Grenier	6 place Duclos	31422264700021
Bretagne	22	22200	Guingamp	Mots et Images	10 rue Saint-Yves	41066504600026
Bretagne	22	22300	Lannion	Gwalarn	15 rue des Chapeliers	32132627400016
Bretagne	22	22700	Perros-Guirec	Tom Librairie	8 place de L'Hôtel de ville	43320010200013
Bretagne	22	22220	Tréguier	Le Bel Aujourd'hui	19 rue Renan	48283097300012
Bretagne	29	29200	Brest	Dialogues	Square Monseigneur Roull	30727698000033
Bretagne	29	29900	Concarneau	Le Tendre	1 place Jean Jaurès	37668027800011
Bretagne	29	29260	Lesneven	Saint Christophe	11 rue du Général de Gaulle	33806211000014
Bretagne	29	29600	Morlaix	André	20 Grand-Rue	30696724100010
Bretagne	29	29600	Morlaix	La Nuit Bleu Marine	32 place des Otages	30917756600044
Bretagne	29	29120	Pont l'Abbé	Guillemot	42 place de la République	38087769600027
Bretagne	29	29000	Quimper	La Procure	9 rue du Froust	34072999500027
Bretagne	29	29000	Quimper	Ravy	6 rue René Madec	38862493400047
Bretagne	35	35170	Bruz	Page 5	5 place de Bretagne	33384530300010
Bretagne	35	35270	Combourg	Tournez la Page	7 rue des Princes	41480661200019
Bretagne	35	35000	Rennes	La Courte Échelle	26 rue Vasselot	43944112200017
Bretagne	35	35000	Rennes	Le Chercheur d'Art	1 rue Hoche	43256160300015
Bretagne	35	35000	Rennes	Le Failler	8-14 rue Saint-Georges	32989201200025
Bretagne	56	56100	Lorient	Comme dans les livres	18 rue Général Dubail	44208145100019
Bretagne	56	56100	Lorient	L'Imaginaire	1 rue de la Patrie	35390620900013
Bretagne	56	56000	Vannes	Cheminant	19 rue Joseph le Brix	33284444800024
Centre	18	18000	Bourges	La Poterne	41 rue Moyenne	44320352600019
Centre	18	18000	Bourges	Librairix	43 rue Coursalon	40238003400015
Centre	28	28200	Châteaudun	La Librairie du Coin	10 rue de Jallans	45388779600010
Centre	36	36000	Châteauroux	Arcanes	74 rue Grande	30021068900018
Centre	37	37500	Chinon	Les Compagnons du Rêve	2 place de la Brèche	49046411200013
Centre	37	37000	Tours	Bédélire	81 rue du Commerce	39331175800014
Centre	37	37000	Tours	La Boite à Livres	19 rue Nationale	71480020800015
Centre	37	37000	Tours	Le Livre	24 place du Grand Marché	39288701400018
Centre	41	41000	Blois	Labbé	9 rue Porte Chartraine	40172570000017
Centre	45	45000	Orléans	Les Temps Modernes	57 rue Notre-Dame de Recouvrance	43882856800016
Centre	45	45300	Pithiviers	Gibier	26 place du Martroi	33311190400012
Champagne-Ardenne	8	8200	Sedan	Lenoir	14 rue Carnot	32774773900024
Champagne-Ardenne	10	10000	Troyes	Les Passeurs de Textes	3-5 rue Émile Zola	37806489300019
Champagne-Ardenne	10	10000	Troyes	Maison de la Presse	31 rue Émile Zola	44119896700024
Champagne-Ardenne	51	51200	Épernay	L'Apostrophe	15 bis rue St-Thibault	48910419000025
Champagne-Ardenne	51	51100	Reims	Amory	30 avenue Jean Jaurès	34356393800020
Champagne-Ardenne	51	51100	Reims	Bédéràma	24-26 rue de l'Étape	41766485100017
Champagne-Ardenne	51	51100	Reims	La Belle Image	46 rue de Chamzy	44855124200010
Champagne-Ardenne	51	51100	Reims	La Procure Largeton	13 rue Carnot	33558066800036
Champagne-Ardenne	52	52000	Chaumont	Le Pythagore	8 avenue de Verdun	31263524600019
Champagne-Ardenne	52	52100	Saint-Dizier	Larcelet	46 avenue de la République	38185559200014
Corse	20	20000	Ajaccio	La Marge	4 rue Emmanuel Arène	48184399300017
Franche-Comté	25	25400	Audincourt	Les Sandales d'Empedocle	1 avenue Aristide Briand	48302201800012
Franche-Comté	25	25000	Besançon	Cart	10/12 rue Moncey	37807787900013
Franche-Comté	25	25000	Besançon	Les Sandales d'Empedocle	95-97 Grande Rue	35051777700016
Franche-Comté	25	25500	Morteau	Rousseau	13 Grande Rue	33417204600032
Franche-Comté	25	25300	Pontarlier	L'Intranquille	10 rue Tissot	44986845400017
Franche-Comté	25	25300	Pontarlier	Rousseau	20 rue de la République	33417204600024
Franche-Comté	25	25700	Valentigney	Nicod	3 place Émile Peugeot	32892487300024
Franche-Comté	39	39100	Dole	La Passerelle	16 bis rue de la Sous-Préfecture	39211469000010
Franche-Comté	39	39000	Lons-le-Saunier	Librairie des Arcades	63 rue du Commerce	64715039000019
Franche-Comté	39	39200	Saint-Claude	Zadig	3 rue du Pré	48038752100010
Guyane	97	97300	Cayenne	La Cas'a Bulles	53 rue du Lieutenant Goinet	47800506900016



Guyane	97	97310	Kourou	Encrage	CV 13 Place Appolo	48887898400027
Haute-Normandie	27	27000	Évreux	L'Oiseau Lire	91 rue Joséphine	39089776700021
Haute-Normandie	76	76400	Fécamp	Banse	42 rue Alexandre Legros	38079097200018
Haute-Normandie	76	76600	Le Havre	La Galerne	148 rue Victor Hugo	32502131900042
Haute-Normandie	76	76000	Rouen	L'Armitière 00026	88 rue Jeanne d'Arc	64050034400026
Haute-Normandie	76	76000	Rouen	L'Armitière 00034	88 rue Jeanne d'Arc	64050034400034
Haute-Normandie	76	76000	Rouen	L'Armitière 00042	66 rue Jeanne d'Arc	64050034400042
Haute-Normandie	76	76000	Rouen	Le Lotus	49 rue d'Amiens	32788080300025
Haute-Normandie	76	76190	Yvetot	L'Armitière	10 place Victor Hugo	43345995500020
Île-de-France	75	75001	Paris	Itinéraires	60 rue Saint-Honoré	33361229900011
Île-de-France	75	75002	Paris	Librairie Gourmande	92 rue de Montmartre	49413847200019
Île-de-France	75	75003	Paris	Comme un Roman	39 rue de Bretagne	43787620400011
Île-de-France	75	75003	Paris	L'Arbre à Lettres	33/35 boulevard du Temple République	42896107200041
Île-de-France	75	75003	Paris	Le Phénix	72 boulevard de Sébastopol	66200258300026
Île-de-France	75	75003	Paris	Librairie des Arts et Métiers	33 rue Réaumur	49928599700023
Île-de-France	75	75004	Paris	Les Cahiers de Colette	23/25 rue Rambuteau	40813846900015
Île-de-France	75	75004	Paris	Les Mots à la Bouche	6 rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie	33188442900035
Île-de-France	75	75005	Paris	Compagnie	58 rue des Écoles	33458219400018
Île-de-France	75	75005	Paris	Dédale	4 ter rue des Écoles	33376138500017
Île-de-France	75	75005	Paris	La Boucherie	76 rue Monge	40820857700010
Île-de-France	75	75005	Paris	L'Arbre à Lettres Mouffetard	2 rue Édouard Quénu	42896107200025
Île-de-France	75	75005	Paris	L'Arbre du Voyageur	55 rue Mouffetard	42821512300020
Île-de-France	75	75005	Paris	Librairie Portugaise Michel Chandeigne	10 rue Tournefort	33467340700014
Île-de-France	75	75005	Paris	Lipsy	25 rue des Écoles	31426979600020
Île-de-France	75	75005	Paris	Palimpseste	16 rue de Santeuil	65202460500014
Île-de-France	75	75006	Paris	L'Écume des Pages	174 boulevard Saint-Germain	57202273900021
Île-de-France	75	75006	Paris	L'Œil Écoute	77 boulevard du Montparnasse	58207390400036
Île-de-France	75	75006	Paris	Vigot Maloine	23 rue de l'École de Médecine	38451869200015
Île-de-France	75	75006	Paris	Village Voice	6 rue Princesse	32447859300019
Île-de-France	75	75008	Paris	Fontaine Haussmann	50 rue de Laborde	48879692100010
Île-de-France	75	75010	Paris	Litote en Tête	17 rue Alexandre Parodi	42163063300012
Île-de-France	75	75010	Paris	Nordest	34 bis rue de Dunkerque	40822251100011
Île-de-France	75	75011	Paris	BD Net	26 rue de Charonne	43332028000038
Île-de-France	75	75011	Paris	Imagigraphe	84 rue d'Oberkampf	44202560700023
Île-de-France	75	75011	Paris	La Friche		48824382500012
Île-de-France	75	75011	Paris	La Manœuvre	58 rue de la Roquette	48118012300012
Île-de-France	75	75011	Paris	La Plume Vagabonde	17 rue de la Fontaine au Roi	48522413300010
Île-de-France	75	75011	Paris	Les Guetteurs de Vent	108 avenue Parmentier	48333005600019
Île-de-France	75	75011	Paris	Libralire	116 rue Saint-Maur	34236684040002
Île-de-France	75	75011	Paris	Violette and Co	102 rue de Charonne	45125490800010
Île-de-France	75	75012	Paris	Atout Livre	203 bis avenue Daumesnil	30098484600026
Île-de-France	75	75012	Paris	La Nouvelle Terrasse de Gutenberg	9 rue Emilio Castelar	44295436800019
Île-de-France	75	75012	Paris	L'Arbre à Lettres Bastille	62 rue du Faubourg St-Antoine	42896107200017
Île-de-France	75	75012	Paris	Marianne Gladieux	80 rue du Rendez-Vous	33167046300024
Île-de-France	75	75013	Paris	L'Œil au Vert	59 rue Amiral Mouchez	47835083800023
Île-de-France	75	75014	Paris	L'Arbre à Lettres Denfert	14 rue Boulard	42896107200033
Île-de-France	75	75014	Paris	L'Herbe Rouge	1 Bis rue d'Alésia	31072894400011
Île-de-France	75	75014	Paris	Tropiques	63 rue Raymond Losserand	70203088300012
Île-de-France	75	75015	Paris	Droit Économie Lettres	362 ter rue de Vaugirard	47761847400019
Île-de-France	75	75015	Paris	La Vingt-Cinquième Heure	8 Place du Général Beuret	32570679400022
Île-de-France	75	75016	Paris	Fontaine Kléber	69 avenue Kléber	65202815000058
Île-de-France	75	75016	Paris	Fontaine Passy	28 rue de l'Annonciation	65202815000017
Île-de-France	75	75016	Paris	Lamartine	118 rue de la Pompe	57206659500016
Île-de-France	75	75016	Paris	Le Roi Livre	202 avenue de Versailles	32424001900046
Île-de-France	75	75016	Paris	Librairie Maritime et Outremer	55 avenue de la Grande Armée	33032958200036
Île-de-France	75	75018	Paris	L'Attrape-Cœurs	4 place Constantin Pecqueur	44299144400013
Île-de-France	75	75018	Paris	Le Rideau Rouge	71 rue Riquet	47927653700012

Île-de-France	75	75018	Paris	L'Humeur Vagabonde	44 rue du Poteau	39992253300019
Île-de-France	75	75018	Paris	L'Humeur Vagabonde Jeunesse	43 rue du Poteau	39992253300027
Île-de-France	75	75018	Paris	Librairie des Abbesses	30 rue Yvonne Le Tac	41248807400029
Île-de-France	75	75019	Paris	Les Buveurs d'Encre	59 rue de Meaux	48076993400013
Île-de-France	75	75020	Paris	L'Atelier	2 bis rue du Jourdain	39135813200010
Île-de-France	75	75020	Paris	Le Comptoir des Mots	239 rue des Pyrénées	57200917300012
Île-de-France	75	75020	Paris	Le Genre Urbain	30 rue de Belleville	44376578900013
Île-de-France	75	75020	Paris	Le Merle Moqueur	51 rue de Bagnolet	42342207000023
Île-de-France	75	75020	Paris	Nation	36 boulevard de Charonne	72200063500028
Île-de-France	77	77600	Bussy Saint-Georges	La Plume et l'Écran	59 boulevard Antoine Giroust	40524672900033
Île-de-France	77	77300	Fontainebleau	Michel	15 rue de la Paroisse	43874679400033
Île-de-France	78	78400	Chatou	Comme un Roman	40 place Maurice Berteaux	43377798400017
Île-de-France	78	78990	Élancourt	Le Pavé dans la Mare	Quartier des 7 mares	30443894800016
Île-de-France	78	78200	Mantes-la-Jolie	Les Rêves Dorés de Samarkand	124 boulevard du Maréchal Juin	44747840500023
Île-de-France	78	78711	Mantes-la-Ville	La Réserve	81 Avenue Jean Jaurès	31149331600039
Île-de-France	78	78180	Montigny-le-Bretonneux	Le Pavé du Canal	3 bis quai Fernand Pouillon	35030251900029
Île-de-France	78	78300	Poissy	Librairie du Pincerais	117 rue du Général de Gaulle	32506190100030
Île-de-France	91	91100	Corbeil-Essonnes	Le Verger des Muses	24 rue Paul Maintenant	39283915500018
Île-de-France	91	91230	Montgeron	Nouvelle Librairie Denis	88 avenue de la République	47963007100013
Île-de-France	91	91330	Yerres	Au Pain de 4 Livres	65 rue Charles de Gaulle	44942164300015
Île-de-France	92	92160	Antony	La Passerelle	5 rue Henri Lasson	44400089700025
Île-de-France	92	92600	Asnières-sur-Seine	Librairie Nouvelle	10 rue Maurice Bokanowski	78527927400019
Île-de-France	92	92140	Clamart	Mémoire 7	4 villa Cour Creuse	33039634200025
Île-de-France	92	92700	Colombes	Les Caractères	17 rue de Maréchal Joffre	49930337800016
Île-de-France	92	92500	Rueil-Malmaison	Dédicaces	7 passage d'Arcole	48450933600018
Île-de-France	92	92210	Saint-Cloud	Le Petit Prince	17 rue de l'Église	43280053000011
Île-de-France	92	92330	Sceaux	Le Roi Lire	4 rue Florian	44034410900028
Île-de-France	92	92420	Vaucresson	L'Écriture	6 avenue Jean Salmon Legagneur	38276586500011
Île-de-France	93	93300	Aubervilliers	Les Mots Passants	2 rue du Moutier	43859808800013
Île-de-France	93	93600	Aulnay-sous-Bois	Folies d'Encre	41 boulevard de Strasbourg	48077892700016
Île-de-France	93	93100	Montreuil	Folies d'Encre	9 Avenue de la Résistance	32141176100034
Île-de-France	93	93400	Saint-Ouen	Folies d'Encre	53 avenue Gabriel Péri	43234380400014
Île-de-France	94	94360	Bry-sur-Marne	La Griffes Noire	2 rue de la Varenne	34282449700024
Île-de-France	94	94210	La Varenne Saint-Hilaire	L'Éclectique	93 avenue du Bac	32501544400012
Île-de-France	94	94170	Le Perreux-sur-Marne	Folies d'Encre	80 avenue Georges Clemenceau	45121191600015
Île-de-France	94	94100	Saint-Maur-des-Fosses	La Griffes Noire	2 rue de la Varenne	34282449700016
Île-de-France	94	94300	Vincennes	Millepages 127	127 rue de Fontenay	33343399300016
Île-de-France	94	94300	Vincennes	Millepages 174	174 rue de Fontenay	33343399300016
Île-de-France	95	95880	Enghien-les-Bains	Antipodes	8 rue Schumann	40220992800025
Île-de-France	95	95880	Enghien-les-Bains	Impressions	10 rue Jean Monnet	33308630400024
Île-de-France	95	95300	Pontoise	Lettre et Merveilles	18 place du Grand Martroy	44932834300016
Languedoc-Roussillon	30	30100	Alès	Sauramps en Cévennes	2 place Saint-Jean	44099255000010
Languedoc-Roussillon	30	30000	Nîmes	L'Eau Vive	7 rue Régale	48094893400017
Languedoc-Roussillon	30	30000	Nîmes	Siloe Biblica	23 boulevard Amiral Courbet	32598659400027
Languedoc-Roussillon	30	30000	Nîmes	Teissier	11 rue Régale	42244413300017
Languedoc-Roussillon	30	30130	Pont Saint-Esprit	Le Chant de la Terre	16 rue Joliot Curie	37788138800054
Languedoc-Roussillon	30	30700	Uzès	Le Parefeuille	7 place aux Herbes	34189808800016
Languedoc-Roussillon	34	34700	Lodève	Un Point un Trait	23 rue de la République	45269568700015
Languedoc-Roussillon	34	34000	Montpellier	Azimuts	13 rue St-Guilhem	40896742000014
Languedoc-Roussillon	34	34000	Montpellier	Les Cinq Continents	20 rue Jacques Cœur	39890105800014
Languedoc-Roussillon	34	34000	Montpellier	Némo	35 rue de l'Aiguillerie	44375392600015
Languedoc-Roussillon	34	34000	Montpellier	Polymomes	Le Triangle, allée Jules Milhau	45780099300109
Languedoc-Roussillon	34	34000	Montpellier	Sauramps	Le Triangle, allée Jules Milhau	45780099300083

Languedoc-Roussillon	34	34000	Montpellier	Sauramps au Musée	39 boulevard Bonne Nouvelle	45780099300117
Languedoc-Roussillon	34	34200	Sète	La Nouvelle Librairie Sétoise	7 rue Alsace Lorraine	38509741500025
Languedoc-Roussillon	34	34200	Sète	L'Échappée Belle	7 rue Gambetta	45240039300024
Languedoc-Roussillon	66	66120	Font-Romeu	Mots et Merveilles	24 avenue Emmanuel Brousse	34747237500042
Languedoc-Roussillon	66	66000	Perpignan	Torcatiss	10 rue Mailly	31475247800011
Limousin	19	19250	Meymac	Vivre d'Art	3 place de l'Église	44402948200015
Limousin	19	19000	Tulle	Trarieux	100 avenue Victor Hugo	31810354600012
Limousin	23	23200	Aubusson	La Licorne	42 Grande Rue	38373869700036
Limousin	23	23000	Guéret	Au Fil des Pages	40 Grande Rue	45070668400013
Limousin	87	87000	Limoges	Page et Plume	2-4 place de la Motte	32742230900036
Limousin	87	87000	Limoges	Rêv'en Pages	16 rue Othon Péconnet	43911812600010
Lorraine	54	54000	Nancy	La Parenthèse	19 cour des Arts	30098698100045
Lorraine	54	54000	Nancy	L'Autre Rive	19 rue du Pont Mouja	39399306800013
Lorraine	54	54000	Nancy	Stanislas - À la Sorbonne	1 rue Dom Calmet	41179683200037
Lorraine	57	57000	Metz	Geronimo	2 rue Ambroise Thomas	30805577100023
Lorraine	57	57000	Metz	Hisler-Even	1 rue Ambroise-Thomas	35980082800014
Lorraine	57	57000	Metz	Le Préau	11-13 rue Taison	31892087300037
Lorraine	88	88000	Épinal	Panorama 88	4 place du Général de Gaulle	30625011900014
Lorraine	88	88100	Saint-Dié	Le Neuf	5 quai du Maréchal Leclerc	50728018800032
Martinique	97	97200	Fort-de-France	La Cas'a Bulles	134 rue Victor Hugo	42428229100022
Midi-Pyrénées	9	9100	Pamiers	Le Bleu du Ciel	15 rue Victor Hugo	39319108500017
Midi-Pyrénées	12	12000	Rodez	Culture BD	13 place du Bourg	43956760300014
Midi-Pyrénées	12	12000	Rodez	La Maison du Livre	Passage des Maçons	41808113900010
Midi-Pyrénées	12	12000	Rodez	Mot à Mot	Rue Saint-Cyrice	39418682900013
Midi-Pyrénées	12	12200	Villefranche-de-Rouergue	La Folle Avoine	6 rue Prestat	49486125500011
Midi-Pyrénées	31	31110	Bagnères-de-Luchon	Librairie des Thermes	54 allée d'Étigny	41215044300015
Midi-Pyrénées	31	31770	Colomiers	La Préface	35-37 allée du Rouergue	32562410400023
Midi-Pyrénées	31	31000	Toulouse	Castela	20 place du Capitole	31942874400019
Midi-Pyrénées	31	31000	Toulouse	Floury Frères	36 rue de la Colombette	41825454600017
Midi-Pyrénées	31	31000	Toulouse	Librairie des Lois	3 rue des Lois	41476328400018
Midi-Pyrénées	31	31000	Toulouse	Ombres Blanches 00025	50 rue Gambetta	30430694700025
Midi-Pyrénées	31	31000	Toulouse	Ombres Blanches 00033	7-9 rue des Gestes	30430694700033
Midi-Pyrénées	31	31000	Toulouse	Ombres Blanches 00041	5 rue Gestes	30430694700041
Midi-Pyrénées	31	31000	Toulouse	Ombres Blanches 00058	48 rue Gambetta	30430694700058
Midi-Pyrénées	31	31000	Toulouse	Ombres Blanches 00066	46 rue Gambetta	30430694700066
Midi-Pyrénées	31	31000	Toulouse	Siloe Jouanaud	19 rue de la Trinité	54080199000024
Midi-Pyrénées	31	31000	Toulouse	Terra Nova	18 rue Gambetta	47840389200019
Midi-Pyrénées	31	31000	Toulouse	Terres de Légendes	44 rue Gambetta	41396060000026
Midi-Pyrénées	31	31000	Toulouse	Tire-Lire	77 rue Pargaminières	32282697500011
Midi-Pyrénées	32	32120	Sarrant	Des Livres et Vous	Place de l'Église	48163751000019
Midi-Pyrénées	46	46100	Figeac	Le Livre en Fête	27 rue Orthabadiat	42233123100015
Midi-Pyrénées	65	65240	Arreau	Lis'Arts	44 Grande Rue	49069664800016
Midi-Pyrénées	81	81000	Albi	Clair Obscur	22 rue Sainte-Claire	40078962400014
Midi-Pyrénées	81	81100	Castres	Coulier	4 rue de la Libération	71692058200013
Midi-Pyrénées	81	81100	Castres	Graffiti	8 place Péliçon	38257668400015
Midi-Pyrénées	82	82000	Montauban	Deloche	21 rue de la République	84685022000019
Midi-Pyrénées	82	82000	Montauban	Le Bateau Livre	17 place nationale	32860903700044
Nord - Pas-de-Calais	59	59280	Armentières	Majuscule	28 place du Général de Gaulle	78350225500012
Nord - Pas-de-Calais	59	59140	Dunkerque	Majuscule	47 place Jean Bart	30885342300033
Nord - Pas-de-Calais	59	59190	Hazebrouck	Le Marais du Livre	15 rue de l'Église	39777490200019
Nord - Pas-de-Calais	59	59000	Lille	BD Fugue Café	5 rue Royale	44394237000018
Nord - Pas-de-Calais	59	59000	Lille	Dialogues Théâtre	34 rue de la Clef	38451914600029
Nord - Pas-de-Calais	59	59000	Lille	Le Bateau Livre	154 rue Léon Gambetta	34860021400038
Nord - Pas-de-Calais	59	59000	Lille	Les Quatre Chemins	31 rue de la Clef	47817993000019
Nord - Pas-de-Calais	59	59000	Lille	Librairie Internationale V.O.	36 rue de Tournai	44256865500017
Nord - Pas-de-Calais	59	59000	Lille	Tirloy	62 rue Esquermoise	45751039400010
Nord - Pas-de-Calais	59	59600	Maubeuge	Vauban	8 place Vauban	44632010300017
Nord - Pas-de-Calais	59	59100	Roubaix	Les Lisières	32 Grand Place	49312075200016

Nord - Pas-de-Calais	59	59200	Tourcoing	Majuscule	2 rue du Général Leclerc	42223115900019
Nord - Pas-de-Calais	59	59136	Wavrin	La Ruche aux Livres	14 place de la République	48274984300017
Nord - Pas-de-Calais	62	62400	Béthune	Un Pas de Côté	246 rue Sadi Carnot	48371565200010
Nord - Pas-de-Calais	62	62200	Boulogne-sur-Mer	Majuscule	48 rue Faidherbe	30885342300090
Nord - Pas-de-Calais	62	62500	Saint-Omer	Majuscule	45 rue de Dunkerque	30885342300074
Pays de la Loire	44	44350	Guérande	L'Esprit Large	12 rue Vannetaise	49040651900010
Pays de la Loire	44	44500	La Baule-Escoublac	Hall des Informations	35 boulevard de l'Océan	33002517200017
Pays de la Loire	44	44000	Nantes	Aladin	8 rue Mercœur	31409884900024
Pays de la Loire	44	44000	Nantes	Coiffard	7 rue de la Fossé	31587242400017
Pays de la Loire	44	44000	Nantes	Durance	4 allée d'Orléans	85780395100014
Pays de la Loire	44	44000	Nantes	Géothèque	10 place du Pilori	41934284500023
Pays de la Loire	44	44000	Nantes	Les Enfants Terribles	17 rue de Verdun	41347740700014
Pays de la Loire	44	44000	Nantes	Vent d'Ouest	5 place du Bon Pasteur	32663670100012
Pays de la Loire	44	44000	Nantes	Vent d'Ouest - Le Lieu Unique	2 rue de la Biscuiterie	32663670100020
Pays de la Loire	44	44330	Vallet	L'Odyssée	44 rue François Luneau	33947817400024
Pays de la Loire	49	49000	Angers	La Librairie	12 rue Chaperonnière	44915213100016
Pays de la Loire	49	49000	Angers	La Luciole	4 rue de Poëliers	34193220000015
Pays de la Loire	49	49600	Beaupréau	La Parenthèse	1 ter rue St-Gilles	43132982000011
Pays de la Loire	49	49300	Cholet	Prologue	67 rue du Commerce	42006659900010
Pays de la Loire	53	53000	Laval	M'Lire	3 rue de la Paix	41808955300014
Pays de la Loire	72	72000	Le Mans	Bulle	6 rue Saint-Honoré	32610976600013
Pays de la Loire	72	72000	Le Mans	Doucet	66 avenue du Général de Gaulle	30090055200021
Pays de la Loire	72	72000	Le Mans	Siloe Saint-Julien	38 bis place des Comtes du Maine	39464533700012
Pays de la Loire	72	72000	Le Mans	Thuard	24 rue de l'Étoile	34039466700026
Pays de la Loire	85	85300	Challans	Despret - Maison de la Presse	14 rue Carnot	31514590400019
Pays de la Loire	85	85000	La Roche-sur-Yon	Agora	11 rue Clémenceau	39434879100010
Pays de la Loire	85	85400	Luçon	Arcadie	2 place du Petit Booth	39789471800014
Picardie	2	2000	Laon	Bruneteaux	38 rue Saint-Jean	74168005200015
Picardie	2	2200	Soissons	Librairie du Centre	2 rue du Beffroi	40915260000014
Picardie	60	60200	Compiègne	Librairie des Signes	17 rue Pierre Sauvage	43240763300028
Picardie	60	60100	Creil	Entre les Lignes	38 avenue de la République	44433616800018
Picardie	60	60100	Creil	Maison de la Bande Dessinée	24 rue de la République	38281403600028
Picardie	80	80100	Abbeville	Ternisien Duclercq	33 place Max Lejeune	572036200010
Picardie	80	80000	Amiens	Librairie du Labyrinthe	37 rue du Hocquet	34446512500021
Picardie	80	80000	Amiens	Martelle	3-5-7 rue des Vergeaux	30107378900010
Picardie	80	80000	Amiens	Pages d'Encre...Suite	1 rue des Chaudronniers	45313566700013
Poitou-Charentes	16	16100	Cognac	Le Texte Libre	17 rue Henri Fichon	31553316600015
Poitou-Charentes	17	17000	La Rochelle	Calligrammes	24 rue Chaudrier	38873475800013
Poitou-Charentes	17	17000	La Rochelle	Grefine	57 rue Saint-Nicolas	31131997400045
Poitou-Charentes	79	79000	Niort	L'Hydraxon	15 rue des Cordeliers	45187177600014
Poitou-Charentes	86	86000	Poitiers	Bulles d'Encre	63 rue de la Cathédrale	40875261600016
Poitou-Charentes	86	86000	Poitiers	La Belle Aventure	15 rue des Grandes Écoles	39865217200014
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4	4000	Digne-les-Bains	La Ruelle	18 place du Général de Gaulle	48316299600019
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4	4300	Forcalquier	La Carline	13 boulevard des Martyrs	37924195300015
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4	4100	Manosque	Au Poivre d'âne	9 place de l'Hôtel de Ville	44831238900019
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4	4700	Oraison	Larbousier	1 avenue Abdon Martin	43324681600014
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5	5200	Embrun	Paysages	Place Saint-Marcellin	39113097800011
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6	6130	Le Plan-de-Grasse	Arts et Livres	153 route du Plan	39406140200027
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6	6000	Nice	Comptoir des BD	31 rue d'Angleterre	47980531900015
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6	6000	Nice	Jean Jaurès	2 rue Centrale	95780966800032
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6	6000	Nice	Masséna	55 rue Gioffredo	45230263100018

Provence-Alpes-Côte d'Azur	6	6000	Nice	Quartier Latin	30 avenue Jean-Baptiste	43803070200031
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13100	Aix-en-Provence	Goulard	37 cours Mirabeau	32172239900011
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13100	Aix-en-Provence	Librairie de l'Université	12 rue Nazareth	54162044900010
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13100	Aix-en-Provence	Vents du Sud	7 rue du Maréchal Foch	31878850200017
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13001	Marseille	Jeanne Laffitte	25 cours d'Estienne d'Orves	42878300500013
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13001	Marseille	L'Odeur du Temps	35 rue Pavillon	31333734700022
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13002	Marseille	Regards	Centre de la Vieille Charité	37808146700029
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13006	Marseille	L'Histoire de L'Œil	25 rue Fontange	48408012200019
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13007	Marseille	Librairie Maritime et Outremer	26 quai de Rive Neuve	33032958200028
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13008	Marseille	Prado Paradis	19 avenue de Mazargues	37816212700021
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13500	Martigues	L'Alinéa	12 rue Jean Roque	31653943600030
Provence-Alpes-Côte d'Azur	83	83170	Brignoles	Le Bateau Blanc	10 rue de la République	43305698300011
Provence-Alpes-Côte d'Azur	83	83300	Draguignan	Lo Pais	14 Bd Maréchal Foch	42155987300011
Provence-Alpes-Côte d'Azur	83	83600	Fréjus	Charlemagne	211 rue Jean Jaurès	48919842400017
Provence-Alpes-Côte d'Azur	83	83400	Hyères	Charlemagne	Avenue Joseph Clotis	33491515400028
Provence-Alpes-Côte d'Azur	83	83500	La Seyne-sur-Mer	Charlemagne	Quai Gabriel Péri	38369847900029
Provence-Alpes-Côte d'Azur	83	83510	Lorgues	Librairie Lorguaise	16 cours de la République	45362488400012
Provence-Alpes-Côte d'Azur	83	83000	Toulon	Charlemagne	50 boulevard Strasbourg	65950183700010
Provence-Alpes-Côte d'Azur	84	84400	Apt	Fontaine Luberon	16 rue des Marchands	48279107600011
Provence-Alpes-Côte d'Azur	84	84000	Avignon	L'Eau Vive	15 rue du Vieux Sextier	37751304900017
Provence-Alpes-Côte d'Azur	84	84200	Carpentras	Librairie de l'Horloge	35 place de l'Horloge	40122845700016
Provence-Alpes-Côte d'Azur	84	84120	Pertuis	Mot à Mot	68 place Mirabeau	34097717200022
Réunion	97	97400	Saint-Denis	Autrement	82-88 rue Juliette Dodu	34781105100064
Réunion	97	97400	Saint-Denis	Des Bulles dans l'Océan	63 rue Jean Chatel	41936832900019
Réunion	97	97400	Saint-Denis	Gérard	5 ter rue de la Compagnie	31083639000016
Réunion	97	97400	Saint-Denis	Le Repaire de la Murène	76 rue Juliette Dodu	41936832900027
Réunion	97	97400	Saint-Denis	Virgin Megastore	129 rue du Maréchal Leclerc	48532575700022
Réunion	97	97410	Saint-Pierre	Des Bulles dans l'Océan	39 rue Four à chaux	41936832900019
Rhône-Alpes	1	1000	Bourg-en-Bresse	Librairie du Théâtre	8 cours Verdun	34185324000024
Rhône-Alpes	1	1000	Bourg-en-Bresse	Montbarbon	19 rue Maréchal Joffre	75720047200012
Rhône-Alpes	1	1210	Ferney-Voltaire	Librairie Centrale	3 rue Meyrin	40352852400024
Rhône-Alpes	7	7100	Annonay	La Parenthèse	9 boulevard de la république	47941741200018
Rhône-Alpes	7	7200	Aubenas	Librairie du Tiers Temps	Place de la Paix	38858285000037
Rhône-Alpes	7	7000	Privas	Lafontaine	4 place de l'Hôtel de Ville	37991698400016
Rhône-Alpes	26	26120	Chabeuil	Écriture	Place du Général de Gaulle	41855458000021
Rhône-Alpes	26	26150	Die	Mosaïque	35 rue Camille-Buffardel	37801350200018
Rhône-Alpes	26	26100	Romans-sur-Isère	Librairie des Cordeliers	13 côte des Cordeliers	31451662600012
Rhône-Alpes	26	26130	Saint-Paul-Trois-Châteaux	Librairie des Cinq Continents	5 place du Marché	32098782900027
Rhône-Alpes	26	26000	Valence	Urubu	17 Grande Rue	48248366600012
Rhône-Alpes	38	38000	Grenoble	BD Fugue Café	Rue Jean-François Hache	48452326100010
Rhône-Alpes	38	38000	Grenoble	La Dérive	10 place Sainte-Claire	34796951100018

Rhône-Alpes	38	38000	Grenoble	Momie Folie	12 bis rue des Clercs	33145688900038
Rhône-Alpes	38	38000	Grenoble	Momie Mangas	3 bis rue Lafayette	33145688900038
Rhône-Alpes	38	38200	Vienne	Lucioles	13 place du Palais	30758317900030
Rhône-Alpes	38	38500	Voiron	La Librairie Nouvelle	20 rue Dode	45348807400015
Rhône-Alpes	42	42000	Saint-Étienne	Des Bulles et des Hommes	11 B rue du 11 novembre	44374532800015
Rhône-Alpes	42	42000	Saint-Étienne	Librairie de Paris	6 rue Michel Rondet	41092868300011
Rhône-Alpes	69	69530	Brignais	Murmure des Mots	135 rue du Général de Gaulle	48402119100016
Rhône-Alpes	69	69290	Craponne	Le Jardin des Lettres	83 avenue Édouard Millaud	40104997800018
Rhône-Alpes	69	69001	Lyon	Le Bal des Ardents	17 rue Neuve	44767743600019
Rhône-Alpes	69	69001	Lyon	Musicalame	16 rue Pizay	48032170200015
Rhône-Alpes	69	69002	Lyon	À Pleine Page	3 rue Palais Grillet	40148596600014
Rhône-Alpes	69	69002	Lyon	Expérience	5 place Antonin Poncet	43363179300026
Rhône-Alpes	69	69002	Lyon	La Procure - Léo	9 rue Henri IV	95750749400012
Rhône-Alpes	69	69002	Lyon	Passages	11 rue de Brest	43201003100016
Rhône-Alpes	69	69002	Lyon	Raconte-Moi la Terre	14 rue du Plat	42026236200023
Rhône-Alpes	69	69002	Lyon	Siloe Saint-Paul	8 place Bellecour	95950039800026
Rhône-Alpes	69	69004	Lyon	La Bande Dessinée	57 Grande Rue de la Croix Rousse	44361546300017
Rhône-Alpes	69	69004	Lyon	Vivement Dimanche	4 rue du Chariot d'Or	41319012500018
Rhône-Alpes	69	69009	Lyon	Au Bonheur des Ogres	9 Grande Rue de Vaise	49004698400012
Rhône-Alpes	69	69250	Neuville-sur-Saône	La Maison Jaune	37 rue de la République	48023411100015
Rhône-Alpes	69	69170	Tarare	Elizeo	1 rue Anna Bibert	49016766500028
Rhône-Alpes	73	73200	Albertville	Librairie des Bauges	104 rue de la République	42920829100014
Rhône-Alpes	73	73000	Chambéry	Garin	Bd. du Théâtre	49325895800013
Rhône-Alpes	73	73000	Chambéry	Jean-Jacques Rousseau	175 rue Croix d'Or	30703358900010
Rhône-Alpes	74	74000	Annecy	BD Fugue Café	Centre Bonlieu	42031359500019
Rhône-Alpes	74	74100	Annemasse	Birmann	Passage Jean Moulin	79678038500012
Rhône-Alpes	74	74400	Chamonix Mont-Blanc	Landru	74 rue Joseph Vallot	32991356000010
Rhône-Alpes	74	74300	Cluses	Cédille	1 place de l'Église	31704125900019
Rhône-Alpes	74	74300	Cluses	Jules & Jim	2 impasse Firmin Guy	44383568100018
Rhône-Alpes	74	74800	La Roche-sur-Foron	Histoires sans fin	47 rue du Silence	48235638300018
Rhône-Alpes	74	74700	Sallanches	Livres en Tête	82 rue du Mont Joly	48184111200016
Rhône-Alpes	74	74200	Thonon-les-Bains	Birmann	7 rue des Arts	79678038500012
Rhône-Alpes	74	74200	Thonon-les-Bains	Lettres Constellées	5 avenue du Général de Gaulle	30449821500033

## MUSÉES

### **Arrêté du 13 juillet 2009 portant reconnaissance de qualifications (M<sup>me</sup> Bénédicte Garnier).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, notamment son article L. 442-8 ;

Vu le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002, pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002, relative aux musées de France, notamment ses articles 10, 11 et 12 ;

Vu la demande de M<sup>me</sup> Bénédicte Garnier ;

Vu l'avis favorable de la Commission nationale d'évaluation en sa séance du 12 juin 2009,

Arrête :

M<sup>me</sup> Bénédicte Garnier est reconnue comme ayant les qualifications requises pour exercer la responsabilité des activités scientifiques liées aux collections d'antiques et de mobilier du musée Rodin, musée de France.

Pour le ministre et par délégation :  
La directrice des musées de France,  
Marie-Christine Labourdette

### **Arrêté du 13 juillet 2009 portant reconnaissance de qualifications (M. Paul-Bernard Munch).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, notamment son article L. 442-8 ;

Vu le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002, pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, notamment ses articles 10, 11 et 12 ;

Vu la demande de M. Paul-Bernard Munch ;

Vu l'avis favorable de la Commission nationale d'évaluation en sa séance du 12 juin 2009,

Arrête :

M. Paul-Bernard Munch est reconnu comme ayant les qualifications requises pour exercer la responsabilité des activités scientifiques du musée d'histoire locale et militaire de Huningue, musée de France.

Pour le ministre et par délégation :  
La directrice des musées de France,  
Marie-Christine Labourdette

### **Arrêté du 23 juillet 2009 portant nomination de membres de la Commission scientifique nationale des collections des musées de France.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, notamment son article L. 451-1 ;

Vu le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, notamment ses articles 22 et 24,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres de la Commission scientifique nationale des collections des musées de France au titre des professionnels siégeant dans les commissions régionales ou interrégionales :

- M<sup>me</sup> Odile Bérard-Azzouz, conservatrice en chef des musées d'Agde, membre suppléant ;

- M. Patrick Ramade, conservateur en chef du musée des Beaux-Arts de Caen, membre suppléant.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
La directrice des musées de France,  
Marie-Christine Labourdette

### **Arrêté du 30 juillet 2009 portant habilitation à procéder à la restauration de biens faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13, 3° du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine et notamment son article L. 452-1 ;

Vu le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, notamment son article 13,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Jean-Michel Letenoux est habilité à procéder à la restauration de biens faisant partie des collections des musées de France en application des dispositions de l'article 13, 3° du décret du 25 avril 2002 susvisé.

**Art. 2.** - La directrice des musées de France est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication :  
 Pour la directrice des musées de France :  
 Le directeur adjoint des musées de France,  
 Rodolphe Rapetti

**Arrêté du 12 août 2009 portant reconnaissance de qualifications (M. Pascal Rabier).**

Le ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi,

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, notamment son article L. 442-8 ;

Vu le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002, pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002, relative aux musées de France, notamment ses articles 10, 11 et 12 ;

Vu la demande de M. Pascal Rabier ;

Vu l'avis favorable de la Commission nationale d'évaluation en sa séance du 12 juin 2009,

Arrêtent :

M. Pascal Rabier est reconnu comme ayant les qualifications requises pour exercer la responsabilité des activités scientifiques du musée de La Poste, musée de France.

Pour le ministre et par délégation :  
 Le directeur général de la compétitivité, de l'industrie et des services,  
 Luc Rousseau  
 Pour le ministre et par délégation :  
 La directrice des musées de France,  
 Marie-Christine Labourdette

**Décision n° 2009-4 du 20 août 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.**

Le président,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 modifié portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu la décision du président de l'établissement public n° 2008-4 du 1<sup>er</sup> juin 2008 portant délégations de signature ;

Vu la décision de la ministre de la Culture et de la Communication du 23 juin 2009 relative à l'intérim des fonctions de directeur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation est donnée à M<sup>me</sup> Béatrix Saule, directeur général par intérim, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom du président, tous bons de commande relatifs à l'exécution des dépenses dont elle a la charge dans le cadre des enveloppes budgétaires et des seuils qui lui sont notifiés, sous réserve du respect des règles de publicité et de mise en concurrence pour les marchés publics et accords-cadres dont le montant est égal ou supérieur à 10 000 euros HT.

**Art. 2.** - La présente décision annule et remplace l'article 2 de la décision n° 2008-4 du 1<sup>er</sup> juin 2008 portant délégations de signature.

Elle prend effet à compter de sa signature.

Le président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,  
 Jean-Jacques Aillagon



# Mesures d'information

## Relevé de textes parus au *Journal officiel*

### J.O n° 176 du 1<sup>er</sup> août 2009

#### Économie, industrie et emploi

Texte n° 39 Décret n° 2009-948 du 29 juillet 2009 modifiant le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Texte n° 40 Arrêté du 29 juillet 2009 relatif aux modalités et aux conditions d'attribution d'une autorisation en France métropolitaine pour un système mobile de troisième génération.

#### Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 18 Décret n° 2009-824 du 3 juillet 2009 portant majoration à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation et portant attribution de points d'indice majoré (rectificatif).

#### Immigration, intégration, identité nationale et développement solidaire

Texte n° 94 Arrêté du 21 juillet 2009 portant nomination à la Commission nationale des compétences et des talents (pour la culture : MM. Philippe Castro et Benoît Paumier).

#### Conventions collectives

Texte n° 106 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'animation.

Texte n° 109 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 116 Décision n° 2009-0610 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 16 juillet 2009 proposant au ministre chargé des communications électroniques les modalités et les conditions d'attribution d'une autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2,1 GHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un système mobile de troisième génération.

Texte n° 117 Avis n° 2009-0552 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des

postes en date du 25 juin 2009 sur le projet de décret modifiant le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

### J.O n° 177 du 2 août 2009

#### Culture et communication

Texte n° 21 Décret du 29 juillet 2009 portant classement au titre des monuments historiques de certaines parties de la maison située 11 et 13, rue des Changes, ainsi que de son porche d'accès situé 15, rue des Changes, à Chartres (Eure-et-Loir).

#### Justice et libertés

Texte n° 24 Arrêté du 29 juillet 2009 portant composition du conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques institué par l'article L. 321-18 du Code de commerce.

### J.O n° 178 du 4 août 2009

#### Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 9 Rapport relatif au décret n° 2009-963 du 31 juillet 2009 portant transfert de crédits.

Texte n° 10 Décret n° 2009-963 du 31 juillet 2009 portant transfert de crédits (pour la culture : Patrimoines, Création, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

#### Culture et communication

Texte n° 83 Arrêté du 19 juin 2009 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Normandie (M. Mathias Ader).

Texte n° 84 Arrêté du 22 juin 2009 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville (MM. Patrick Bouchain, Pierre Clément, Yves Lichtenberger, André Pény, Antoine Picon et Francis Rol-Tanguy).

Texte n° 85 Arrêté du 23 juin 2009 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (MM. Hugues Dreyse, Alain Jund, Denis Louche, Diégo Peverelli et M<sup>me</sup> Sophie Rohfritsch).

#### Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 111 Avis relatif au remplacement de membres élus du Comité national de la recherche scientifique (dont :

Section 32 : mondes anciens et médiévaux ; Section 35 : philosophie, histoire de la pensée, sciences des textes, théorie et histoire des littératures et des arts ; Commission interdisciplinaire 42 : sciences de la communication).

#### **J.O n° 179 du 5 août 2009**

Texte n° 2 Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

#### **Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 16 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 26 juin au 3 juillet 2009 (gestion 2009) (pour la culture : Création, Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 17 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 6 au 10 juillet 2009 (gestion 2009) (pour la culture : Création, Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

#### **Éducation nationale**

Texte n° 19 Arrêté du 20 juillet 2009 relatif aux certificats d'aptitude professionnelle et aux brevets d'études professionnelles prévus à l'article D. 337-59 du Code de l'éducation.

#### **Économie, industrie et emploi**

Texte n° 33 Décret du 4 août 2009 portant nomination au conseil d'administration de l'Imprimerie nationale.

#### **J.O n° 180 du 6 août 2009**

Texte n° 1 Loi organique n° 2009-969 du 3 août 2009 relative à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte.

Texte n° 2 Loi n° 2009-970 du 3 août 2009 relative à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances.

Texte n° 4 Loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique.

#### **Conseil constitutionnel**

Texte n° 5 Décision n° 2009-587 DC du 30 juillet 2009 (Loi organique relative à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte).

#### **Économie, industrie et emploi**

Texte n° 17 Arrêté du 27 juillet 2009 modifiant l'arrêté du 20 janvier 1997 portant création de la Commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière économique et financière.

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 35 Décision n° 2009-469 du 15 juillet 2009 portant renouvellement d'un membre du comité technique radiophonique de Bordeaux (M<sup>me</sup> Murielle

Monteil-Morlion).

#### **J.O n° 181 du 7 août 2009**

#### **Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 48 Arrêté du 21 juillet 2009 modifiant l'arrêté du 23 juin 2009 portant nomination des membres du comité de sélection interministériel prévu à l'article 6 du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils.

#### **Culture et communication**

Texte n° 57 Arrêté du 8 juillet 2009 portant nomination de l'administrateur du Théâtre national de Chaillot (M. Patrick Marijon).

Texte n° 58 Arrêté du 16 juillet 2009 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille (M. José Morales).

Texte n° 59 Arrêté du 22 juillet 2009 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (M. Jean-Luc Berthome).

Texte n° 60 Arrêté du 31 juillet 2009 portant maintien en fonctions (directeur régional des affaires culturelles M. Didier Deschamps, DRAC Languedoc-Roussillon).

Texte n° 61 Arrêté du 31 juillet 2009 portant maintien en fonctions (directeur régionale des affaires culturelles : M. Marc Nouschi, DRAC Champagne-Ardenne).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 72 Avis relatif à l'extension d'un avenant et d'un protocole d'accord conclus dans le cadre de la convention collective de la couture parisienne.

#### **J.O n° 182 du 8 août 2009**

#### **Culture et communication**

Texte n° 61 Arrêté du 21 juillet 2009 modifiant l'arrêté du 19 février 2001 modifié fixant la composition de la commission de contrôle auprès du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale (M. Maurice Bestoso et M<sup>me</sup> Christine Ronze).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 73 Arrêté du 3 août 2009 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des mannequins adultes et mannequins enfants de moins de seize ans employés par les agences de mannequins (n° 2397).

#### **J.O n° 183 du 9 août 2009**

#### **Culture et communication**

Texte n° 11 Décision du 6 août 2009 portant délégation de signature (délégation aux arts plastiques).

**J.O n° 184 du 11 août 2009**

Texte n° 1 Loi n° 2009-973 du 10 août 2009 de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008.

**Conseil constitutionnel**

Texte n° 3 Décision n° 2009-585 DC du 6 août 2009 du Conseil constitutionnel (Loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008).

Texte n° 4 Saisine du Conseil constitutionnel en date du 20 juillet 2009 présentée par au moins soixante députés, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2009-585 DC.

Texte n° 5 Observations du Gouvernement sur le recours dirigé contre la loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008.

**Culture et communication**

Texte n° 54 Arrêté du 9 juillet 2009 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette (M. Bruno Gaudin).

Texte n° 55 Arrêté du 28 juillet 2009 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville (M. Jean-Philippe Garric).

**J.O n° 185 du 12 août 2009****Économie, industrie et emploi**

Texte n° 19 Arrêté du 7 août 2009 modifiant l'arrêté du 25 septembre 1996 fixant les conditions d'organisation de l'examen de conférencier national.

Texte n° 20 Arrêté du 7 août 2009 relatif à l'organisation de l'examen de conférencier national.

**Justice et libertés**

Texte n° 53 Arrêté du 5 août 2009 portant mise à disposition (Conseil d'État : M. Olivier Henrard, directeur adjoint du cabinet du ministre de la Culture et de la Communication).

**Culture et communication**

Texte n° 70 Arrêté du 27 juillet 2009 portant nomination (chef de service départemental de l'architecture et du patrimoine : M. Dominique Laprie-Sentenac, SDAP Calvados).

**Conventions collectives**

Texte n° 80 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

**J.O n° 186 du 13 août 2009****Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 11 Arrêté du 30 juillet 2009 relatif à l'organisation de la formation initiale des élèves des instituts régionaux d'administration destinés à être affectés à des fonctions

relatives au traitement de l'information.

Texte n° 12 Arrêté du 31 juillet 2009 relatif au bilan de compétences des agents de l'État.

Texte n° 13 Arrêté du 31 juillet 2009 relatif à l'évaluation de la période de professionnalisation pour les agents de la fonction publique de l'État.

**Culture et communication**

Texte n° 24 Arrêté du 28 juillet 2009 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2009 aux concours de recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine.

Texte n° 25 Arrêté du 3 août 2009 autorisant au titre de l'année 2009 l'ouverture de concours pour le recrutement de chefs de travaux d'art.

Texte n° 26 Arrêté du 4 août 2009 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2009 de concours pour le recrutement d'adjoints techniques principaux de 2<sup>e</sup> classe des administrations de l'État.

Texte n° 27 Arrêté du 10 août 2009 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (expositions dans le cadre de la Saison turque au musée du Louvre).

**Conventions collectives**

Texte n° 57 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de travail du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques.

**Avis divers**

Texte n° 83 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique - ERM).

Texte n° 97 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État d'une œuvre présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du Code général des impôts (pour les Arts décoratifs : 176 dessins originaux provenant de la manufacture Odiot, crayon ou encre sur papier, rehaussés de lavis, réalisés entre la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et 1815).

**J.O n° 187 du 14 août 2009****Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 21 Arrêté du 4 août 2009 relatif à la mise en service à la direction générale des finances publiques et à la caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris d'une procédure automatisée de transfert des données fiscales.

Texte n° 22 Arrêté du 10 août 2009 relatif à l'octroi de la garantie de l'État à la Réunion des musées nationaux pour l'exposition *Renoir au XX<sup>e</sup> siècle*.

Texte n° 23 Arrêté du 10 août 2009 relatif à l'octroi de la garantie de l'État à l'établissement public du musée du Louvre pour l'exposition *Titien, Tintoret, Véronèse. Rivalités à Venise*.

**Conventions collectives**

Texte n° 60 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

**J.O n° 189 du 18 août 2009****Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 9 Arrêté du 24 juillet 2009 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue (*La Voisine d'en face*).

Texte n° 10 Arrêté du 24 juillet 2009 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue (*Swing magazine*).

**Culture et communication**

Texte n° 27 Arrêté du 6 août 2009 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Jean Raoux, 1677-1734*, au musée Fabre de Montpellier).

Texte n° 32 Arrêté du 7 août 2009 portant admission à la retraite (administrateur civil : M. Jack Meurisse).

**Justice et libertés**

Texte n° 39 Arrêté du 16 juillet 2009 portant nomination à la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (MM. Dominique Bénard et Laurent Mélikian).

**Conventions collectives**

Texte n° 60 Arrêté du 10 août 2009 portant extension d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

**Avis divers**

Texte n° 81 Avis relatif aux décisions portant approbation d'un avenant modifiant la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Campus France ».

**J.O n° 190 du 19 août 2009****Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 13 Arrêté du 12 août 2009 fixant le nombre de places offertes en 2009 aux trois concours d'entrée à l'École nationale d'administration.

Texte n° 15 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours (Gestion 2009) (pour la culture : Patrimoines, Création).

**Commission nationale de l'informatique et des libertés**

Texte n° 26 Délibération n° 2009-473 du 23 juillet 2009 dispensant de déclaration certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre à partir du répertoire d'immeubles localisés (RIL) par les organismes gérant un service public.

**Avis divers**

Texte n° 40 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de la Documentation française).

**J.O n° 191 du 20 août 2009****Culture et communication**

Texte n° 21 Arrêté du 13 août 2009 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 86-616 du 12 mars 1986 instituant une aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Texte n° 37 Arrêté du 13 août 2009 modifiant l'arrêté du 18 septembre 2008 fixant la composition du comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 33 Arrêté du 24 avril 2009 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M<sup>me</sup> Sylvianne Follet-Clavreul).

**J.O n° 192 du 21 août 2009****Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 12 Rapport relatif au décret n° 2009-978 du 20 août 2009 portant transfert de crédits.

Texte n° 13 Décret n° 2009-978 du 20 août 2009 portant transfert de crédits (dont culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

**Culture et communication**

Texte n° 28 Arrêté du 13 août 2009 portant renouvellement de l'agrément de la Société des auteurs-compositeurs et éditeurs de musique en vue de la gestion du droit d'autoriser la retransmission par câble, simultanée, intégrale et sans changement sur le territoire national à partir d'un État membre de la Communauté européenne.

Texte n° 39 Arrêté du 31 juillet 2009 portant admission à la retraite (conservateur du patrimoine : M<sup>me</sup> Chantal, Marcelle Waltisperger).

Texte n° 40 Arrêté du 14 août 2009 portant admission à la retraite (conservateur du patrimoine : M. Dominique Dupraz).

**J.O n° 193 du 22 août 2009****Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 21 Arrêté du 10 août 2009 portant modification de l'arrêté du 30 avril 1999 fixant la liste des établissements et organismes de diffusion culturelle et d'enseignement dotés de l'autonomie financière.

**Économie, industrie et emploi**

Texte n° 24 Décret n° 2009-987 du 20 août 2009 relatif au seuil au-delà duquel les contrats de partenariat passés par les collectivités territoriales ou leurs établissements publics peuvent ne pas être financés majoritairement par le titulaire du contrat de partenariat.

**J.O n° 194 du 23 août 2009****Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 4 Décret n° 2009-994 du 20 août 2009 modifiant le décret n° 2001-935 du 11 octobre 2001 instituant une prime de mobilité pédagogique vers l'enseignement supérieur en faveur des directeurs de recherche.

Texte n° 5 Arrêté du 20 août 2009 modifiant l'arrêté du 11 octobre 2001 fixant le taux de la prime de mobilité pédagogique vers l'enseignement supérieur instituée en faveur des directeurs de recherche.

**J.O n° 196 du 26 août 2009****Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 9 Décret n° 2009-1000 du 24 août 2009 modifiant le décret n° 84-588 du 10 juillet 1984 relatif aux instituts régionaux d'administration.

**Éducation nationale**

Texte n° 12 Arrêté du 24 juillet 2009 portant création de la spécialité « métiers de la mode - vêtement » de brevet d'études professionnelles et fixant ses modalités de délivrance.

**Culture et communication**

Texte n° 31 Arrêté du 4 août 2009 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (tableau attribué à Guido di Pietro dit Fra Angelico, *Saint-Dominique et Saint-François d'Assise recevant les stigmates*).

Texte n° 32 Arrêté du 4 août 2009 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (grande bouteille à deux anses provenant de Boulogne-sur-Mer, verre, époque gallo-romaine, probablement IV<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ).

Texte n° 33 Arrêté du 12 août 2009 portant modification de l'arrêté du 8 février 1996 relatif aux biens culturels maritimes.

Texte n° 34 Arrêté du 13 août 2009 fixant les programmes des matières de la première épreuve écrite d'admissibilité des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine et de recrutement des conservateurs territoriaux du patrimoine pour l'année 2010.

**Conventions collectives**

Texte n° 86 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

**Avis divers**

Texte n° 126 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (DI TO DI).

Texte n° 127 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Studio KLRP).

Texte n° 135 Avis n° 2009-06 de la Commission consultative des trésors nationaux (tableau attribué à Guido di Pietro dit Fra Angelico, *Saint-Dominique et Saint-François d'Assise recevant les stigmates*).

Texte n° 136 Avis n° 2009-07 de la Commission consultative des trésors nationaux (grande bouteille à deux anses provenant de Boulogne-sur-Mer, verre, époque gallo-romaine, probablement IV<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ).

**J.O n° 197 du 27 août 2009****Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 36 Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2009-1019 du 26 août 2009 portant extension et adaptation outre-mer des dispositions relatives à la télévision numérique terrestre.

Texte n° 37 Ordonnance n° 2009-1019 du 26 août 2009 portant extension et adaptation outre-mer des dispositions relatives à la télévision numérique terrestre.

**Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 104 Arrêté du 14 août 2009 modifiant l'arrêté du 17 avril 2009 portant nomination du président et des membres du jury du concours interne d'entrée à l'École nationale d'administration de 2009.

**J.O n° 198 du 28 août 2009****Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 14 Arrêté du 25 août 2009 modifiant l'arrêté du 16 janvier 2007 relatif à l'organisation de la direction générale de l'administration et de la fonction publique et l'arrêté du 16 janvier 2007 relatif à l'organisation et aux attributions des sous-directions et du secrétariat général de la direction générale de l'administration et de la fonction publique.

**Éducation nationale**

Texte n° 20 Arrêté du 24 juillet 2009 portant création de la spécialité « métiers d'art-marchandisage visuel » de brevet d'études professionnelles et fixant ses modalités de délivrance.

**Culture et communication**

Texte n° 44 Décret n° 2009-1041 du 26 août 2009 modifiant le décret n° 72-461 du 31 mai 1972 portant statut du Théâtre national de Strasbourg.

Texte n° 73 Décret du 26 août 2009 portant cessation de fonctions et nomination du président du conseil d'administration du Centre national de la danse (M. Christophe Tardieu).

**Premier ministre**

Texte n° 47 Arrêté du 26 août 2009 portant nomination dans les services du Premier ministre (direction du développement des médias : M<sup>me</sup> Emmanuelle Bensimon).

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 78 Avis n° 2009-10 du 15 juillet 2009 relatif au projet d'ordonnance portant extension et adaptation des dispositions relatives à la télévision numérique terrestre dans les départements d'outre-mer, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

**J.O n° 199 du 29 août 2009****Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 7 Décret n° 2009-1045 du 26 août 2009 portant publication de l'accord de coopération culturelle, éducative, scientifique, technologique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie, signé à Vilnius le 4 avril 2003.

**Économie, industrie et emploi**

Texte n° 10 Décret n° 2009-1048 du 27 août 2009 relatif à la création d'une commission permanente de concertation pour les services.

**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 26 Arrêté du 21 août 2009 relatif à la constitution du montant de la seconde fraction du concours particulier de la dotation générale de décentralisation relatif aux bibliothèques municipales et départementales de prêt.

**Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville**

Texte n° 27 Décret n° 2009-1049 du 27 août 2009 relatif au temps de travail de certains enfants du spectacle.

**Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 30 Décret n° 2009-1051 du 26 août 2009 modifiant le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques.

Texte n° 31 Décret n° 2009-1052 du 26 août 2009 portant création du service des retraites de l'État.

Texte n° 32 Décret n° 2009-1053 du 26 août 2009 portant organisation du service des retraites de l'État.

Texte n° 33 Décret n° 2009-1054 du 26 août 2009 instituant un comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'État.

Texte n° 35 Arrêté du 12 août 2009 modifiant l'arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique.

**Culture et communication**

Texte n° 127 Décret du 26 août 2009 portant nomination d'une directrice d'École nationale supérieure d'architecture (ENSA Marseille : M<sup>me</sup> Marielle Riche).

Texte n° 128 Décret du 26 août 2009 portant cessation de fonctions et nomination du directeur du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris (cessation : M. Alain Poirier ; nomination : M. Pascal Dumay).

Texte n° 129 Décret du 26 août 2009 portant cessation de fonctions et nomination du directeur du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon (cessation : M. Henry Fourès ; nomination : M. Géry Moutier).

Texte n° 130 Arrêté du 14 août 2009 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure de la photographie (M. Guillaume Cerutti).

**J.O n° 200 du 30 août 2009****Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 9 Décret n° 2009-1059 du 26 août 2009 portant publication de la Mesure 5 (2005) - Sites et monuments historiques - Cabane Lillie Marleen et tente d'Amundsen, adoptée à Stockholm le 17 juin 2005.

Texte n° 10 Décret n° 2009-1060 du 26 août 2009 portant publication de la Mesure 3 (2006) - Sites et monuments historiques de l'Antarctique - Rocher du Débarquement, adoptée à Edimbourg le 23 juin 2006.

Texte n° 12 Décret n° 2009-1062 du 26 août 2009 portant publication de la Mesure 3 (2007) - Sites et monuments historiques - Monument au traité sur l'Antarctique, adoptée à New Delhi le 11 mai 2007.

**Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 16 Décret n° 2009-1065 du 28 août 2009 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne-temps dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature.

Texte n° 17 Arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature.

Texte n° 34 Décret du 28 août 2009 portant nomination au comité du contentieux fiscal, douanier et des changes (M<sup>me</sup> Maryvonne de Saint Pulgent).

**Culture et communication**

Texte n° 43 Décret du 26 août 2009 portant cessation de fonctions du président du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (M. Daniel Colling).

Texte n° 44 Décret du 26 août 2009 portant nomination et titularisation dans le corps des conservateurs généraux du patrimoine.

Texte n° 45 Décret du 26 août 2009 portant nomination et titularisation de conservateurs du patrimoine.

## Réponses aux questions écrites

### ASSEMBLÉE NATIONALE

#### JO AN n° 31 du 4 août 2009

Réponse aux questions de :

- M. Patrick Roy sur les conséquences des propositions remises par le rapport de la **commission Copé sur l'avenir de la télévision publique**. (Question n° 25074-17.06.2008).
- M. Jean-Pierre Kucheida sur les conséquences des propositions remises par le rapport de la **commission Copé sur l'avenir de la télévision publique**. (Question n° 27287-15.07.2008).
- M. Alain Bocquet sur les interrogations des professionnels du secteur de la **presse sociale**. (Question n° 31162-23.09.2008).
- M<sup>me</sup> Bérengère Poletti sur le manque de **sous-titrage des émissions de télévision** grand-public. (Question n° 48789-12.05.2009).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur le **nombre de visiteurs du musée du Quai Branly** au cours de l'année **2008**. (Question n° 48907-12.05.2009).
- M. Patrice Martin-Lalande sur la **diffusion analogique de la télévision** qui devra s'effacer au profit de la diffusion numérique de la télévision (TNT). (Question n° 49266-19.05.2009).
- M<sup>me</sup> Martine Aurillac sur le projet de **suppression des émissions de Radio France internationale dans six langues** sur les dix-neuf langues que compte cette chaîne. (Question n° 51957-16.06.2009).

#### JO AN n° 32 du 11 août 2009

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Luc Warsmann sur la publication du décret prévu par l'article 8 de la loi n° 2008-735 du 28 juillet 2008 relative aux **contrats de partenariat**. (Question n° 37995-16.12.2008).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur la **liste des édifices classés monuments historiques** dans le département de la **Lozère**. (Question n° 48904-12.05.2009).
- M. Thierry Mariani sur le loisir consistant en l'utilisation de **détecteurs de métaux**. (Question n° 50364-26.05.2009).

- M. François Loos sur le loisir consistant en l'utilisation de **détecteurs de métaux** (question transmise). (Question n° 51064-02.06.2009).
- M. Christophe Guilloteau sur la suppression de la **publicité sur les chaînes publiques**. (Question n° 54118-07.07.2009).
- M. Maurice Leroy sur le loisir consistant en l'utilisation de **détecteurs de métaux**. (Question n° 54525-07.07.2009).
- M. Marc Bernier sur le loisir consistant en l'utilisation de **détecteurs de métaux**. (Question n° 54526-07.07.2009).

#### JO AN n° 33 du 18 août 2009

Réponse aux questions de :

- M. Patrick Roy sur les **conséquences, pour la presse, de l'ouverture** prochaine du **capital** de l'entreprise publique « **La Poste** » dans le cadre de son intégration à venir dans le secteur concurrentiel. (Question n° 30039-02.09.2008).
- M. Jean-Marc Roubaud sur l'**avenir des diffuseurs de presse** à l'heure où les médias traversent une crise sans précédent. (Question n° 32050-07.10.2008).
- M. Éric Ciotti sur la proposition formulée dans le livre vert des états généraux de la presse écrite consistant à reconnaître un **statut d'éditeur de presse en ligne** qui n'exclut aucune des formes numériques ni aucun des supports utilisés actuellement et à l'avenir. (Question n° 40102-20.01.2009).
- M. Francis Saint-Léger sur le **déploiement** de la télévision numérique terrestre dans les **zones rurales** (TNT). (Question n° 48468-12.05.2009).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur le **fonds d'aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale**. (Question n° 48966-12.05.2009).
- M. Christophe Guilloteau sur la **liste des édifices classés monuments historiques** dans le département du **Rhône**. (Question n° 51065-02.06.2009).
- M. Stéphane Demilly sur un danger de confusion entre l'activité de loisir paisible que constitue la **fouille**

avec **détecteur de métaux** et le pillage en règle de **sites archéologiques** (question transmise).

(Question n° 52388-16.06.2009).

- M. Patrick Roy sur l'avenir de la **législation** appliquée à l'**industrie du livre**.

(Question n° 53257-23.06.2009).

- M. Alain Bocquet sur les préoccupations que suscite la **situation des grands quotidiens d'information générale et politique**.

(Question n° 53258-23.06.2009).

- M. Alain Bocquet sur les très graves préoccupations que suscite la **réforme de la politique audiovisuelle extérieure de la France** et qui se traduit notamment, concernant **RFI**, par la suppression de 206 emplois.

(Question n° 54117-07.07.2009).

#### JO AN n° 34 du 25 août 2009

Réponse aux questions de :

- M. Éric Raoult sur l'attitude des pouvoirs publics à l'égard des **exactions violentes** perpétrées par le **syndicat du livre CGT**.

(Question n° 35687-18.11.2008).

- M. Jean-Luc Warsmann sur le calendrier concernant la **publication du décret** prévu à l'article 9 de la **loi n° 2008-735** du 28 juillet 2008 **relative aux contrats de partenariat**.

(Question n° 37996-16.12.2008).

- M. Franck Marlin sur les **décisions** prises par la **DRAC Île-de-France** concernant la prescription de **fouilles archéologiques** étendues sur le territoire de la commune de **Morigny-Champigny**, en Essonne.

(Question n° 42309-17.02.2009).

- M. Christian Vanneste sur les **subventions** accordées par le Centre national de la cinématographie (**CNC**).

(Questions n°s 46370-14.04.2009 ; 46371-14.04.2009).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur le **cinéma numérique** (question transmise).

(Question n° 48448-12.05.2009).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur les **aides** éventuelles de l'État pour promouvoir les **courts métrages des jeunes réalisateurs**.

(Question n° 48449-12.05.2009).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur le **chiffre d'affaires** réalisé par les **cinémas** pour l'opération de mars 2008 « **le printemps du cinéma** ».

(Question n° 48450-12.05.2009).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur l'**enseignement de la photographie à l'école**.

(Question n° 48650-12.05.2009).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur les **conditions de sélection des films** composant la programmation du **festival de Cannes**.

(Question n° 49961-26.05.2009).

- M. Bruno Le Roux sur les mesures annoncées par le **CNC** pour accélérer la **mutation numérique des salles de cinéma**.

(Question n° 51286-09.06.2009).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur les conditions d'attribution de **l'aide française à la production de films étrangers**, le nombre de films en ayant bénéficié cette année et les raisons de la diminution de cette aide.

(Question n° 51288-09.06.2009).

- M. Thierry Lazaro sur le nombre de personnes, fonctionnaires et contractuels, qui ont bénéficié en 2007 de **plans de formation professionnelle continue**, tant au sein de son ministère que des administrations et services en dépendant.

(Question n° 53142-23.06.2009).

- M. François Baroin sur l'utilisation de **détecteurs de métaux** dans le cadre d'un loisir.

(Question n° 55079-14.07.2009).

- M. Jean-Claude Guibal sur l'utilisation de **détecteurs de métaux** dans le cadre d'un loisir.

(Question n° 55591-21.07.2009).

- M<sup>me</sup> Marie-Jo Zimmermann sur les **petites communes rurales propriétaires de monuments historiques importants**.

(Question n° 55593-21.07.2009).

- M. Jérôme Bignon sur l'utilisation des **détecteurs de métaux**.

(Question n° 56178-28.07.2009).

#### SÉNAT

##### JO S n° 32 du 6 août 2009

Réponse aux questions de :

- M. Robert Tropeano sur le projet de **suppression de la publicité** sur les chaînes du groupe **France Télévisions** et probablement **Radio France**.

(Question n° 3287-07.02.2008).

- M. Jean Besson sur les conditions de **déploiement de la TNT dans la Drôme**.

(Question n° 7446-12.02.2009).

##### JO S n° 33 du 20 août 2009

Réponse aux questions de :

- M. Hervé Maurey sur les **délais de traitement** des demandes de **permis de construire** par les architectes des Bâtiments de France (**ABF**).

(Question n° 8375-16.04.2009).

- M<sup>me</sup> Marie-Christine Blandin sur l'**avenir des missions et du personnel de RFI**.

(Question n° 9463-09.07.2009).



# Bulletin officiel



## Coupon d'abonnement (1)

**Nom, prénom :** .....  
(ou service destinataire)

**Pour un renouvellement, n° d'abonné :** .....

**Adresse complète :** .....

**Adresse de livraison (si différente) :** .....

**Téléphone :** .....

**Profession (2) :** .....

**Nombre d'abonnements souhaités :** ..... x 50€ = ..... pour l'année .....

**Date et signature (3).**

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, **Mme Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.